

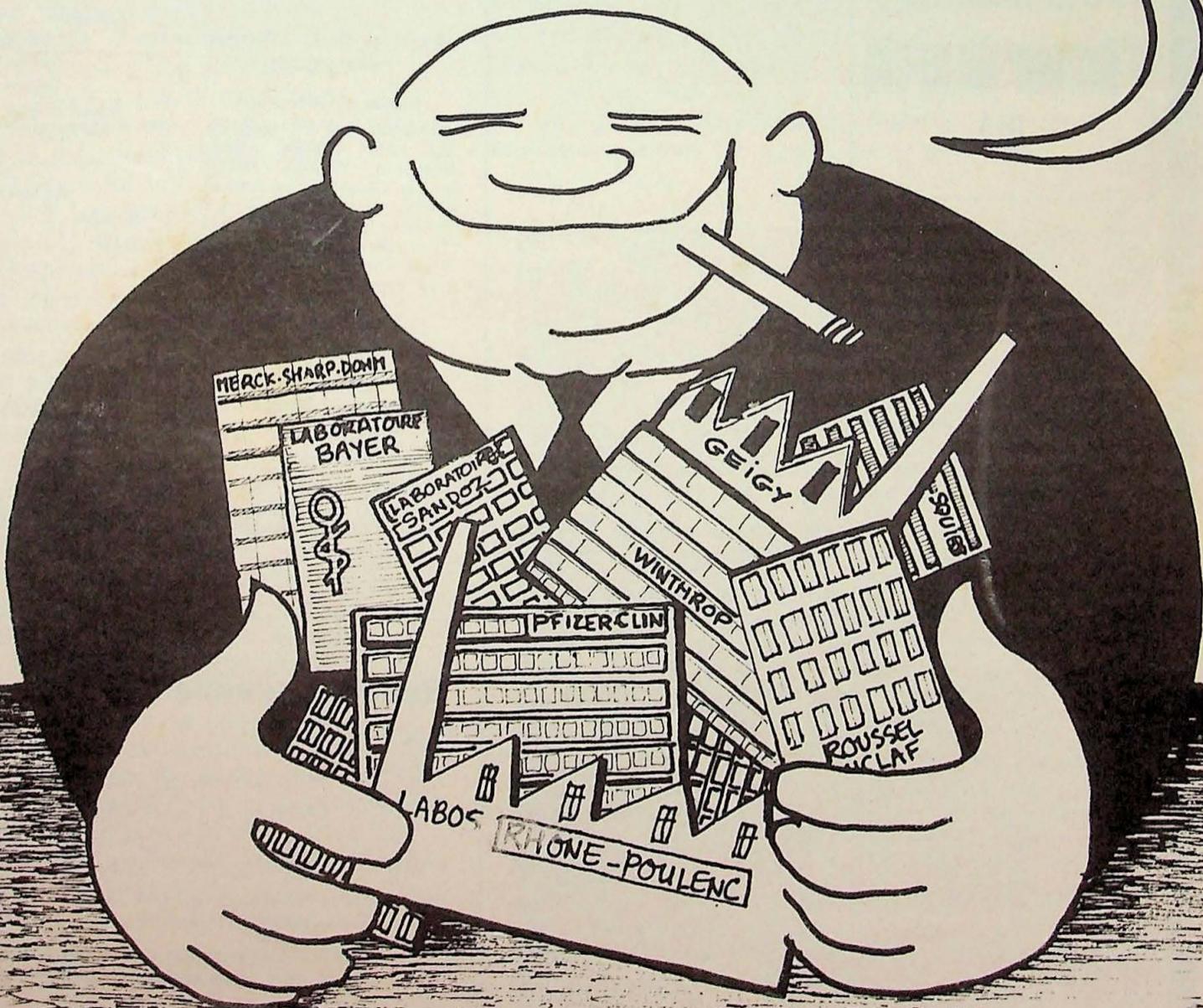
# tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE  
UNIFIE  
JEUDI 18 DECEMBRE 1969  
N° 434, 1,50 F.



OOH! TANT QUE NOUS AVONS  
LA SANTÉ...



RENOU.

# Sommaire

**LIVRES** ACHAT MAX. COMPT.  
à domicile. LAFFITTE  
13, rue de Bucy - PARIS 6<sup>e</sup> - DAN. 68-28

Luttes étudiantes :

non à la course  
au profit en mé-  
decine.

9. Pourquoi des lut-  
tes ?

10. Un pilier du ca-  
pital.

11. Les travailleurs  
malades de la Sé-  
curité sociale.

12. Lutte contre l'or-  
ganisation capita-  
liste de la santé.

Politique intérieure :  
faire le point.

4-5. Le budget 70,  
c'est la logique  
du profit et de la  
spéculation.

Michel Rocard

14. Epuration au Par-  
ti communiste.

Gérard Féran

20. La Révolution sui-  
vant Chaban-Del-  
mas.

Jacques Malterre

# SKI ET CULTURE

● MEIJE 2000 - Séjour jeune Fin décembre à fin avril. (Réservé aux bons skieurs.)	} Une semaine Haute saison	160 F 196 F
● SUP DEVOLUY Début janvier à début avril.		Paris/Paris
● TCHECOSLOVAQUIE - Hau- tes Tatras.	} 12 jours Noël Paris/Paris	384 F 504 F
Noël (12 jours)		760 F
Mardi Gras (7 jours)		680 F
Fin février (10 jours)		720 F
● TIGNES	} Séjours vacances scolaires : Sauze-d'Oulx, Les Deux-Alpes, Méribel-les-Allues, Sestrière.	820 F
Pâques (15 jours)		820 F

Renseignements et inscriptions : DECOUVERTE ET CULTURE  
94, rue Notre-Dame-des-Champs — Paris-6<sup>e</sup>

## PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**Arthur Rubinstein:  
l'Amour de la vie  
(fr.)**

## « P.S.U. DOCUMENTATION »

### Rappel des numéros disponibles :

- 1 - Du contrôle ouvrier au pouvoir des travail-  
leurs vers l'autogestion.
- 4-5 - La crise du système monétaire interna-  
tional.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 7-8 - Histoire du P.S.U.

**Abonnement : les 20 numéros 15 F**

à « TRIBUNE SOCIALISTE »  
54, boulevard Garibaldi, Paris XV<sup>e</sup>

### Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal, C.C.P. T.S. 58.26.65  
Paris.

# tribune

socialiste

Directeur Politique  
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction  
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction  
Jean-Louis Auduc, Henri Be-  
ley, André Bielany, Gilbert  
Chantaire, Michèle Desco-  
longes, Gérard Féran, Jacques  
Ferlus, Jacqueline Giraud,  
Christian Guerche, Gilbert  
Hercet, Jean Morel, Dominique  
Nores, Lucien Saintonge, Ber-  
nard Sizaire.

Maquette  
Claude Picart

Directeur  
de la Publication  
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré  
28.000 exemplaires

Hebdomadaire  
du P.S.U.

Rédaction - Administration  
54, Bd Garibaldi  
PARIS (15<sup>e</sup>)  
Téléphone :  
Administration : 783-19-20  
Rédaction : 566-45-64

Abonnements  
6 mois ..... 22 F  
1 an ..... 43 F  
de soutien à partir de 80 F  
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE  
M.S.B. Conseil  
28, rue des Petites-Ecuries  
PARIS-10<sup>e</sup> - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

## Bulletin d'adhésion au P.S.U

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande  
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.  
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15<sup>e</sup>

# L'Obsession

Jean-Marie Vincent

Si vous n'avez pas encore lu le discours de Georges Pompidou, ne vous pressez pas de le faire. Vous n'y trouverez pas les formules bien frappées, les mots, les grandes envolées fumeuses de son prédécesseur à la présidence de la République. Le mets est aujourd'hui beaucoup moins épicé, beaucoup plus ordinaire. Nous n'avons plus droit aux homélies à la Bossuet, et nous devons nous contenter du rapport d'un président-directeur général à une assemblée d'actionnaires sans pouvoir. Nous apprenons ainsi que la décision de dévaluer n'a été ni agréable, ni facile, mais qu'elle était nécessaire, que le plan de redressement sera une base de départ pour une économie française plus puissante et plus moderne, que l'on envisage la concentration de l'industrie électronucléaire française, etc. Tout cela se veut rassurant, solide, marqué au coin de la prévoyance du bon gestionnaire. La firme France va bien. Voyez d'ailleurs à quel point ses relations avec l'extérieur, avec ses fournisseurs et ses clients, ses créanciers et ses débiteurs vont bien. Les chefs de service, les directeurs de département ont fait des déplacements fructueux et le président-directeur général se promet bien d'aller lui-même décrocher quelques contrats spectaculaires à l'étranger.

Qui plus est, la firme est très sociale. Elle pense à ses retraités, à ses nécessiteux, à ses pauvres smigards. Elle leur réserve même quelques petites faveurs, quelques petites gâteries pour adoucir une condition que l'on sait dure et qui pèse, ô combien, sur la conscience torturée des dirigeants. On est humain après tout. Evidemment tous ces efforts de la direction, toute cette sollicitude doivent avoir une contre-partie. Les apprentis, les jeunes stagiaires doivent en finir avec leurs bavardages de gamin, car ce n'est pas à leur âge qu'on a le droit de poser des questions. Les travailleurs des différents établissements de la firme doivent cesser d'arrêter le travail pour un oui ou pour un non, ils doivent cesser de jouer aux esprits frondeurs qui mettent leur nez dans ce qui ne les regarde pas, mais con-

cerne uniquement les gens compétents. D'ailleurs, ceux-ci qu'ils soient chefs de service ou fondés de pouvoir vont réformer leurs méthodes, faire du « management » à l'américaine et les choses iront de mieux en mieux. La firme va devenir ultra-moderne, on vous le dit.

Pourtant, le rapport aux actionnaires cède la place abruptement au langage de l'homme d'Etat, à l'affirmation péremptoire quand il s'agit de l'ordre et de l'autorité. Dans ce domaine, le successeur et le prédécesseur se ressemblent comme deux frères. Le président de la République a son domaine réservé, c'est lui qui nomme le gouvernement, décide des grandes orientations, surveille l'O.R.T.F. et morigène le Premier Ministre, parce que les affaires sérieuses ne peuvent pas, ne doivent pas se débattre sur la place publique. Un peu de démocratie, certes, un peu de liberté, oui, mais vous ne voudrez tout de même pas que cela dérange le bon ordre (capitaliste) des choses. Et quand on arrive à cette question, M. le Président de la République retrouve les accents vibrants d'un Alphonse Thiers, le « pacificateur » bien connu de la Commune, d'un Clemenceau, briseur de grèves. L'important, c'est l'ordre républicain, la dignité de l'Etat, la société plus humaine dont on vous parlait plus haut ça vient forcément après. L'ordre, l'ordre, encore l'ordre et toujours l'ordre ! Une véritable obsession. A croire que des siècles d'ordre capitaliste dans notre pays n'ont pas suffi à tranquilliser les esprits, à croire que le labeur ingrat, et le dévouement infatigable de générations de ministres de l'Intérieur ont été vains.

Là, on est renvoyé à tout ce que M. Pompidou n'a pas dit sur la firme France, à tous ces travailleurs qui pensent qu'ils n'ont aucune raison valable de continuer à vivre comme ils vivent, qui pressentent que l'ordre, le progrès peuvent être autre chose que l'ordre et le progrès du Capital. C'est eux que le régime craint, c'est eux qu'il menace. C'est avec eux que Georges Pompidou mène le débat essentiel. □

## Le point interdit

Un arrêté du ministre de l'Intérieur du 27 novembre 1969 vient d'interdire le mensuel « Le Point ». Le prétexte de cette interdiction est que « Le Point » est dû à l'initiative d'une équipe belge. L'existence d'une société française, editrice d'une publication française appelée « Le Point » et imprimée en France n'a pas du tout arrêté notre sourcilieux ministre. Il peut exister des publications « européennes » ou patronales chevauchant plusieurs frontières, cela ne le dérange pas du moment qu'on n'y trouve pas exprimé des idées révolutionnaires. Mais, halte là ! quand il s'agit de « Tricontinental » ou du « Point », notre ministre retrouve tout de suite le spectre du complot international. A quand l'interdiction des organes d'extrême gauche qui auront trop de collaborations internationales.

L'équipe du « Point » ne se donne pas pour battue et nous lui donnons raison. Elle vient de déclarer qu'elle continuera « de diffuser les expériences de lutte à un niveau international et principalement à un niveau européen sous des formes différentes plus actives et plus mobiles ». Elle se propose également d'attirer l'attention sur la répression qui à l'échelle internationale s'abat sur les publications d'extrême gauche.

# faire le point

**L**ES luttes ouvrières des derniers mois sont arrivées à un palier. Le gouvernement qui en septembre paraissait incapable de mettre en pratique une politique sociale cohérente, a pu se ressaisir grâce à l'absence de stratégie ouvrière. En dosant l'emploi de la menace, de la violence policière et des concessions, il a empêché que les grèves ne s'étendent trop et ne viennent mettre en question le plan de redressement. En même temps dans les services publics et le secteur nationalisé il a poursuivi patiemment la mise en place d'une politique à la suédoise ou à l'allemande, c'est-à-dire une politique visant à imposer aux syndicats un devoir de « paix sociale ». Il y a d'abord eu l'accord sur les catégories C et D dans la fonction publique, il y a maintenant l'accord E.S.F., et il est évident que dans les prochains mois le régime va essayer d'obtenir d'autres accords de ce type.

On peut évidemment être tenté de minimiser la portée de ces conventions sociales ou contrats de progrès, et se dire que les préavis de trois mois (ou plus peut-être) pour les grèves ne seront pas respectés. Mais ce serait faire bon marché des moyens de pression et d'intervention de l'Etat et du patronat. Le non-respect des clauses de « paix sociale » libérerait les dirigeants d'entreprise de leurs propres obligations qui pourraient ainsi revenir sur tout ou partie des concessions faites aux travailleurs. Par ailleurs, il ne faut pas minimiser l'effet démo-

bilisateur, et démoralisant que peuvent avoir les contrats de progrès sur le personnel des entreprises concernées. Ce n'est plus la lutte qui leur est présentée comme payante, mais le marchandage, mais l'entente avec le patronat sans affrontements préalables qui leur sont donnés en exemple.

Déjà une partie du patronat du secteur privé a saisi tout l'intérêt de cette politique contractuelle. Berliet propose aux sections syndicales de son entreprise un accord qui contient naturellement des clauses de paix sociale et consacre l'intangibilité de l'organisation capitaliste du travail en échange d'augmentations de salaires relativement importantes. Il aura certainement des imitateurs, car cette orientation a l'avantage décisif pour la bourgeoisie de s'opposer très précisément et très concrètement à toutes les tentations faites pour instaurer le contrôle ouvrier, pour développer la capacité d'intervention collective des travailleurs sur leurs conditions de travail et de rémunération.

C'est dire que la lutte contre les clauses de « paix sociale », contre l'intégration du syndicalisme va devenir au cours des prochaines semaines la condition d'une reprise de l'action ouvrière à un niveau supérieur. □

## Michel Rocard à l'Assemblée Nationale

# Le budget 70, c'est la logique du profit et de la spéculation

Nous délibérons sur le Plan, mais celui-ci est nul et non avenu. Nous délibérons sur des budgets qui expriment une part constamment décroissante des décisions de politique économique. De plus en plus, l'avenir collectif du pays dépend de décisions que le gouvernement prépare dans le secret et dont il ne rend compte à personne.

Pour les socialistes que nous sommes, il s'agit là d'une évolution logique. Les compromis nécessaires au développement sans entraves de l'économie de profit sont, en effet, de plus en plus difficiles à passer; le secret leur devient de plus en plus nécessaire, au fur et à mesure qu'ils engagent plus gravement l'avenir. Par conséquent, nous ne sommes pas surpris. Vous comprendrez notre position et notre total désaccord.

Mais enfin le budget est là. Observons déjà ce qui nous est présenté.

On y trouve de tout, et d'abord de la continuité, selon Monsieur le Ministre d'Etat chargé de la Défense nationale. Bien sûr, les dépenses militaires, tant en fonctionnement que, surtout, en équipement, sont les seules à augmenter alors que, par rapport à l'année

précédente, la somme des dépenses civiles en capital, elle, est réduite de 7,4 % pour les crédits de paiement. Pour les autorisations de programme, masse des dépenses civiles, si je ne tiens pas compte du fonds d'action conjoncturelle, il y a aussi réduction. C'est sans doute cela la continuité !

Cette austérité touche d'abord les salaires des personnels de la fonction publique. Mais vous ne doutez pas, je le présume, que c'est de la part de ces personnels que, faute d'une place suffisante pour l'opposition au sein du Parlement, faute de scrutin hier, viendra le premier échec à votre politique budgétaire.

Autre résultat politique : la réduction des investissements d'Etat et des équipements collectifs, au

total 24.100 millions de francs en 1970, contre 25.400 millions de francs en 1969.

On dépense moins et on laisse augmenter les impôts, grâce à toutes les hausses qui ont suivi les relèvements de salaires arrachés à Grenelle. C'est une politique habile !

### L'austérité touche d'abord les salaires des personnels de la fonction publique

Mais que deviennent l'éducation nationale, la recherche scientifique, la santé, les retraites, l'équipement urbain ?

Chacun sait que ces différentes responsabilités de l'Etat, qui correspondent à des secteurs essentiels de la vie du pays, ont toutes des lois de croissance, des lois de développement supérieures à la vitesse de croissance de la production intérieure brute. C'est une

constante qui s'observe de manière séculaire dans tous les pays d'Europe. Mieux vaudrait sans doute s'y faire, s'organiser en conséquence et rechercher, pour lutter contre l'inflation, d'autres méthodes plus efficaces.

Après l'équilibre, selon M. le Ministre de l'économie et des finances, nous trouvons aussi le profit, selon M. le ministre de l'équipement et du logement.

Qu'il s'agisse des autoroutes, du téléphone, de la croissance de l'hospitalisation privée — plus rapide que celle de l'hospitalisation publique, ainsi que la commission elle-même le prévoit pour 1970 — du logement, de l'usage qui sera fait de l'institut de développement industriel, la renonciation aux responsabilités de la puissance publique a pour objet d'ouvrir aux intérêts capitalistes de nouveaux champs de spéculation, avec des taux de profit inégalés.

En fait, ce budget de déflation est inséparable de l'ensemble de la politique économique conjoncturelle, et c'est par cette politique tout entière que le gouvernement cherche à le justifier.

Arrêter la hausse des prix, rétablir l'équilibre de la balance com-

merciale, ce sont des objectifs honorables que nul ne lui conteste. Mais la politique du gouvernement, c'est d'abord une réduction de la demande des ménages, une tentative de stabilisation du pouvoir d'achat des salariés, en souhaitant qu'à la longue soit calmé le comportement haussier de messieurs les producteurs dont, bien sûr, il se refuse à contrôler, comme ce serait sa responsabilité, la politique des prix.

Une fois de plus, la politique d'austérité s'attaque d'abord au pouvoir d'achat des travailleurs. Car, messieurs du gouvernement, que cherchez-vous à stabiliser ? Et peut-on parler de stabilisation lors-

### Pourquoi la hausse des prix en juin 1968, n'a-t-elle pas été freinée ?

que vous prévoyez, pour 1970, une hausse des prix de détails de 4,9 % par rapport à 1969 ?

Ces chiffres m'incitent à poser quelques questions et à chercher des réponses. Pourquoi n'a-t-on pas directement freiné la hausse des prix en juin 1968, pour sauvegarder la modification, intervenue à Grenelle, de la répartition des revenus en faveur des salariés ?

Comment se fait-il, enfin, que la répartition du revenu national soit aujourd'hui moins favorable aux salariés — mis à part les seuls « smigards » — qu'elle ne l'était avant la colère de mai-juin 1968, dont vous renouvelez les causes ?

La réponse est relativement simple : dans le système capitaliste où nous vivons, l'inflation et la dévaluation sont les meilleurs procédés pour modifier la répartition des revenus au détriment des salariés et au profit des entreprises et des professions indépendantes du secteur tertiaire, qui décident en fixant les prix à la fois de leur revenu et de celui des travailleurs.

Il s'agit d'un procédé d'ajustement parfaitement injuste, mais nullement aveugle, comme on l'a beaucoup dit. Il tombe à coup sûr, puisqu'il a permis au capitalisme de récupérer ce qu'il avait dû abandonner à Grenelle, et même beaucoup plus, en une période

étonnamment brève.

On connaît les facteurs de hausse. Ce sont les prélèvements parasitaires des circuits de distribution, la spéculation foncière, le prix d'une production médicale et pharmaceutique entièrement privée, quand on en socialise la dépense, le prix du logement et les profits des promoteurs immobiliers.

Mais il faudrait combattre des intérêts qui, je le crains, votent pour vous, et il y a une logique dans cette situation.

Je m'arrêterai à un secteur où les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement se lient pour donner le visage d'une seule politique : je veux parler de

la politique agricole.

Des documents largement inspirés par le gouvernement et ses services — je veux parler notamment du rapport Vedel — consacrent l'échec dramatique de la politique agricole suivie depuis 1960 : coûts croissants, inadéquation de l'offre à la demande, impasse sociale ; le revenu agricole baisse et le rattrapage de 4,8 % qui avait été prévu par le V<sup>e</sup> Plan n'a jamais eu lieu.

Dans les faits, cette politique favorise les plus grands producteurs ; le système de soutien des marchés favorise les productions excédentaires et les exploitants ayant les plus gros moyens de production.

Vous savez — ce sont des chiffres récents et publics — que 2 % des producteurs de blé assurent 30 % de la collecte et perçoivent plus de la moitié des aides publiques à la production du blé. Bien sûr, ces 2 % ne sont pas « smigards » !

J'ajoute un détail au passage : le budget accroît gravement les disparités régionales qui finiront par avoir une répercussion sociale dangereuse.

Mais le gouvernement n'a pas une politique de rechange et c'est ce que nous montre son budget. Il ne peut pas organiser la promotion de ceux qui doivent partir, il ne peut pas donner les moyens de travailler à ceux qui pourraient rester. Les dernières mesures il-

### Dans les faits la politique agricole favorise les plus grands producteurs.

lustrent cette situation : restrictions au crédit agricole gênant les petits exploitants mais surtout, dans le budget lui-même, diminution de 16 % des crédits d'équipement à l'agriculture.

Tout ce qui pourrait contribuer à sa modernisation, à sa remise en état est gravement amputé : 30 % d'amputation sur les crédits des S.A.F.E.R., et Dieu sait pourtant ce que nous entendions dire sur la structure et le rôle de ces sociétés !

Mais vous abandonnez un des derniers outils qui avaient été mis au service de ceux des paysans qui n'ont pas trois cents hectares qui déjà souhaitaient continuer à exercer leur métier et en ont la capacité professionnelle.

Les paysans n'ont plus confiance dans cette politique. Les dernières manifestations en ont été l'expression. Craignez que le budget que vous allez voter ne les aggrave.

Le gouvernement s'est engagé dans une politique à deux faces.

Une première pour l'opinion qui consiste à indiquer, suivant un raisonnement tout à fait simple, que l'administration n'arrive pas à satisfaire les besoins des Français. Nous en avons la preuve tous les jours par le mécontentement créé et par les blocages que chacun rencontre.

Par conséquent, si l'administration a échoué — sous-entendu parce qu'elle est incapable — il faut que le secteur privé prenne le relais et assume les charges dont on reconnaît, bien entendu, le caractère indispensable, ce qui justifie que l'on consente pour sa réalisation des sacrifices importants.

Mais la deuxième face s'adresse aux grandes entreprises françaises et aux banques. Elle prend la forme d'un débat très technique où, sous couvert d'une recherche économique de la meilleure affectation qui va jusqu'à la rationalisation des choix budgétaires, on discute en fait et très réellement de la rémunération à garantir aux capitaux privés pour qu'ils acceptent de remplir les tâches dont on ne veut plus que l'administration se charge.

Voilà quelques choix pris parmi d'autres qui, à nos yeux, expriment clairement le caractère de classe de votre budget.

En conclusion, je soulignerai, Monsieur le Ministre, que, tout bien réfléchi, votre budget est plus logique qu'il ne paraît. Mais cette logique n'est pas celle de l'intérêt collectif des Français ; c'est celle du profit et de la spéculation, au mépris de l'avenir même du pays. □

## Les patrons ; des hommes doués

« **Autorité** » a une étymologie très ancienne : c'est un mot latin, indo-européen ; et, cette étymologie nous éclaire sur son sens profond. **Autorité** signifie création, production, augmentation (...).

« D'ailleurs, celui qui a de l'autorité dans la vie, c'est un homme qui est auteur, c'est un homme qui est producteur, c'est un homme qui augmente la matière autour de laquelle il s'applique. (...) Il a de l'autorité comme chef d'entreprise, s'il produit dans son entreprise, s'il donne de l'ordre à l'ensemble qu'il est chargé de gouverner.

« Voilà, ce qu'est l'autorité ; et, l'autorité s'exerce de l'homme à l'homme. (...) L'autorité, c'est l'influence directe qui s'exerce d'esprit à esprit. Un homme d'autorité est toujours un homme qui impose

immédiatement son pouvoir personnel par la voie spirituelle de l'homme à l'homme, de l'esprit à l'esprit.

« Mais, cette autorité, cette influence, ce rayonnement, cette emprise sur autrui provient d'une supériorité quelconque qui est de nature très mystérieuse, vitale, biologique et surtout spirituelle.

« Avoir de l'autorité, c'est posséder un don personnel qui est en relation avec telle capacité spirituelle dont la personne est douée. Par exemple, si c'est un homme très énergique, c'est une autorité de commandement. (...)

« Mais, un chef s'impose par son autorité globale, c'est-à-dire qu'il a un don personnel qui lui permet d'ordonner un certain nombre d'hommes autour d'une tâche :

le chef est celui qui a une autorité et qui a une autorité personnelle tenant à son don. (...)

« Ainsi, quand on parle de l'autorité d'un chef d'entreprise, ou de celle d'un ingénieur, ou de celle d'un officier, c'est-à-dire l'autorité dans la pâte sociale, on parle de quelqu'un qui a le don de s'imposer de lui-même à un plus ou moins grand nombre d'hommes parce qu'il a cette capacité assez mystérieuse de se faire obéir, de se faire suivre, de provoquer l'adhésion de collaborateurs ou de subalternes pour une tâche commune. »

(Extrait de la revue « Professions et Entreprises » de novembre 1969 du Centre Chrétien des Patrons et Dirigeants d'Entreprise Français « C.F.P.C. ».)



Agip

# *lutttes ouvrières*

## Mieux qu'en Mai 68

Le mouvement a pris naissance jeudi 4 décembre au matin par une grève d'avertissement d'une demi-heure suivie par la **totalité** du personnel, soit six cents personnes (ouvriers, employés, maîtrise).

Ce débrayage avait pour but d'appuyer les délégués au comité d'entreprise dont la réunion était prévue à 10 heures. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. — seuls existants — demandaient que leur soient payées deux semaines de salaire comme prime de fin d'année.

Position de la direction : pas de prime de fin d'année, ni d'augmentation générale des salaires, les « efforts » ne pouvant porter que sur des points de détail propres à l'entreprise.

La réaction du personnel ne s'est pas fait attendre : l'arrêt d'une demi-heure s'est spontanément transformé en grève illimitée. Le fait est d'autant plus remarquable que le personnel est essentiellement féminin (plus de 90%) et jeune (moyenne d'âge 18-25 ans). Remarquable aussi l'ampleur de la participation. Même après l'extension du conflit, seuls les responsables de groupes et des méthodes et une vingtaine d'ouvrières ont repris le travail, certains après plusieurs jours de grève.

### Les difficultés du dialogue

Rien d'étonnant d'ailleurs, l'usine Gil, bien que venant au troisième rang par son importance sur le plan local, est une des rares à ne pas bénéficier de prime de fin d'année.

Pourtant les manœuvres de la direction n'ont pas manqué :

- lettres au personnel — adressées par la poste — le mettant en garde contre les risques que fait courir la grève à « son usine » ;

- tentative de faire prendre livraison du travail en cours pour le terminer dans une autre usine du groupe.

Au quatrième jour de grève, mardi 9, les pouvoirs publics et les notables locaux font leur entrée dans le mouvement. Une délégation syndicale est reçue à la sous-préfecture alors que plusieurs centaines de bonnetières manifestent dans les rues de la ville. Le conseiller général (communiste) vient annoncer peu après que le sous-préfet a eu un entretien avec le P.D.G. Levy. Celui-ci envisage une négociation avec les représentants syndicaux au terme du septième jour de grève, à condition que le travail reprenne.

Cette proposition étant inacceptable, un compromis est avancé :

- dialogue avec le directeur local le jeudi 11 à 17 heures ;

- reprise du travail ce même jeudi au matin ;

- discussion avec la direction générale le samedi 13.

Mercredi 10, après 7 heures, le personnel est appelé à se prononcer à bulletin secret pour ou contre la suspension de la grève sur la base de ce compromis. Par 295 voix contre 161, le personnel décide de poursuivre le mouvement.

Alors que l'inspecteur du travail et le sous-préfet tentent toujours de nouer le « dialogue », les syndicats organisent le soutien financier aux grévistes. Et le moral est toujours solide.

Jeudi 11 à 14 h 30, la direction entreprend une nouvelle manœuvre :

- une discussion est possible sur une somme annuelle à répartir, mais pas question de prime de fin d'année. Mais le travail doit reprendre d'abord.

Les syndicats font le point. La C.G.T. n'est pas pour le tout ou rien. Elle propose la reprise du travail et la discussion simultanée avec la direction générale.

La C.F.D.T. estime cette proposition prématurée et ne s'y associe pas. Elle demande que la négociation s'engage avant la reprise.

Cependant la C.G.T. fait adopter son point de vue en assemblée générale du personnel **avant que les représentants de la C.F.D.T. n'aient pu s'exprimer.**

### Dans la confusion

A 17 h 15, la direction fait une déclaration très en retrait sur la précédente. Malgré l'attitude conciliatrice de la C.G.T., qui visiblement désire en finir, le conflit est relancé.

Vendredi 12, la C.G.T. envoie une lettre recommandée à la direction générale pour l'ouverture d'une discussion sur « le relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs ». **Ainsi la revendication essentielle qui est à l'origine de la grève à savoir l'obtention d'une prime de fin d'année, est abandonnée par la C.G.T.**

La C.F.D.T. maintient sa position première et poursuit le mouvement. Mais la C.G.T. n'a décidément pas de chance. La direction n'abandonne pas le préalable de la reprise du travail et propose une rencontre sans bases définies.

La C.F.D.T. décline alors « toute responsabilité quant à la suite des discussions et n'entend pas participer à des négociations qui n'auraient pas pour objet principal l'attribution de cette prime de fin d'année ».

Ainsi se présente la situation au soir du huitième jour de grève. Que se passera-t-il dans les prochains jours ? Il est trop tôt pour le dire. Il est certain que la durée, l'approche des fêtes de fin d'année, les passes de balles C.G.T.-direction, ne manqueront d'influer sur l'issue du conflit.

# Bordeaux : opération "Portes ouvertes"

Durant trois jours, une vingtaine d'entreprises girondines, ouvrent leurs portes au public, suivant un procédé devenu classique dans l'armée.

Cette opération démagogique n'arrivera pas à abuser l'opinion et à masquer la régression économique, les licenciements et la répression syndicale qui touchent les travailleurs du département. La réalité est bien différente des belles façades prospères offertes aux regards de tous : UNIPOL, par exemple, ouvrira ses portes, mais oubliera probablement d'informer

ses visiteurs de la fermeture de son usine courant 1970 (300 licenciements) pour « réorganisation » (en fait implantation d'usine ultramoderne avec moitié moins de personnel, donc plus « rentable »). Lesieur, du même groupe, après concentration avec Salador, fermera également son usine bordelaise... Le groupe Astra-Calvé, lui, n'ouvre pas ses portes : il les fermera définitivement à la fin de l'année (171 licenciements)...

Cette rapide analyse ne concerne que les huileries ; on connaît

par ailleurs la situation aux chantiers de la Gironde (fermeture fin 1970), à Malik-Libourne (fermeture fin 1969), la fermeture de 5 séchoirs de morues (180 licenciements), les difficultés du bâtiment prévisibles, les 5.500 demandes d'emploi non satisfaites en septembre et dont le nombre va croissant ; en Gironde, le tableau de la « Nouvelle Société » est déjà passablement craquelé.

La politique gouvernementale voue l'Aquitaine au tourisme et aux manœuvres et essais militai-

res. Bordeaux, métropole de déséquilibre dans le désert aquitain, cherche à masquer sa ruine. Quelques grands bourgeois, dont les entreprises survivent grâce à des méthodes d'exploitation aussi archaïques que leurs méthodes de répression sont discrètes, vont lui offrir ce masque. Le chiffre d'affaires de 150 milliards d'A.F. qu'ils réalisent montrera le « tonus économique » de Bordeaux, et l'entrebaillement de leurs portes, leur « libéralisme ». Mais leurs comptes et leurs profits, resteront secrets. □

## E.D.F. : une bataille ne fait pas la victoire

C'est dans l'entreprise nationalisée où les syndicats sont le plus solidement implantés, au moment où le mécontentement est avec raison particulièrement développé, que l'Etat remporte la victoire la plus spectaculaire sur les stratégies syndicales, sur une certaine façon d'organiser et de mener les luttes sociales.

Le mécontentement était quasi général. Depuis les augmentations

de salaires de juin 68, on enregistrait une baisse **absolue** du pouvoir d'achat, phénomène dont tout agent E.D.F.-G.D.F. se rend compte sans en référer aux indices.

D'autre part, l'ampleur des restructurations des services, quel qu'en soit le bien-fondé, inquiétait un personnel habitué à plus de stabilité, mal informé, et non consulté de surcroît.

Le rendez-vous de septembre avait été un échec. Face aux exigences syndicales en matière de salaires et d'horaires, l'Etat avait chichement octroyé 2 % d'augmentation et une journée de congé exceptionnelle. Dans les établissements où le malaise était vif, les plus combattifs, souvent de jeunes adhérents à la C.G.T., rassemblaient autour d'eux leurs collègues et pressaient leurs responsables syndicaux de réagir énergiquement.

### La police contre les grévistes

D'où cette grève du 19 novembre, inégalement suivie selon les centres, désertée par des adhérents C.G.T. qui doutaient de l'efficacité d'arrêts de travail « rituels, au rythme des rendez-vous semestriels avec la direction », mais rejointe pour la solidarité par des adhérents C.F.D.T.

Rien de plus paisible que ce genre de grève. La gestion du réseau passe habituellement sous le contrôle du comité national de grève qui s'en est toujours tiré sans problème. Quant aux usagers, ils rompent le rythme des jours, en un congé forcé, une longue marche et l'achat de quelques chandelles. Une journée bien tolérée, sinon réellement comprise.

Soudain, le coup de théâtre le plus inattendu. La police envahit quelques centres.

L'incrédulité, puis la stupeur, puis l'indignation saisissent l'électricien et le gazier de base. Le gréviste paresseux se précipite dans son établissement, le non-gréviste

commente dans les couloirs, puis dans les halls. L'effervescence s'accroît. De mémoire d'agent, on n'avait ressenti d'humiliation si intense. Il faut préciser que nulle part l'esprit maison n'est aussi solide, trouvant ses racines dans la gloire des origines, le statut, le prestige de l'électricité, le rôle du service public.

L'intervention de M. Boiteux aux services centraux, retransmise à la radio, ne fait qu'amplifier la colère. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas un « homme de masse ». La maladresse et la brutalité de ses réponses provoquent des doutes sur le degré de son autonomie. Il est des sympathies peu compatibles avec la lutte de classes.

Dans les réunions locales, la répression est l'objet central de toutes les interventions de la base, qui perçoit plus clairement le caractère politique de ses luttes sociales et la réponse politique que renvoie l'Etat sous la forme violente de l'agression policière. On exige une réaction aussi spectaculaire. Et, à l'annonce de l'accord commun C.G.T.-C.F.D.T. sur deux jours de grève, les agents applaudissent massivement. Aux voix, 5 contre, plusieurs centaines pour, aux services centraux.

### L'enthousiasme étouffé

Mais l'enthousiasme dure peu. Dès la connaissance du premier tract commun C.G.T.-C.F.D.T. nous pressentons une fin morose. La raison majeure de l'éclosion de cette combativité soudaine est pratiquement absente du texte.



A.F.P.



Par contre, glissement du politique vers le strictement économique, c'est la plate-forme revendicative de la C.G.T., et au premier chef les salaires, qui devient la vedette. La suite des événements est incluse dans ce déplacement. Non qu'il faille opposer, comme le font certains, revendications qualitatives et quantitatives, mais l'expérience de Mai 68 nous a appris que toute stratégie syndicale fondée presque exclusivement sur des revendications salariales ne fait progresser ni le bien-être des couches populaires, ni la révolution prolétarienne. Dans la situation des agents E.D.F.-G.D.F., comment justifier, vis-à-vis d'une opinion publique, travaillée par une habile et puissante propagande, tous ces petits ennuis supplémentaires infligés par 120.000 électriciens et gaziers pour 1 ou 2 % d'augmentations de salaires, à la veille de l'ouverture de négociations avec la direction ? Alors qu'il s'agissait de préserver un principe d'une portée générale, conquis par la classe ouvrière tout au long de ses luttes — celui de prendre en main ses outils de travail pendant les grèves et d'en arrêter la production —, le gouvernement a joué l'opinion publique contre les agents E.D.F.-G.D.F. et ceux-ci n'ont pas su choisir leurs armes de classe : l'explication aux travailleurs des autres entreprises, là où l'on sait le mieux pourquoi on arrête les machines, là où l'on sait le mieux ce qu'est la répression et la lutte de classes. Evidemment, la direction a gardé en main la répartition de l'énergie produite et ça n'est pas les travailleurs des usines, où l'on est toujours solidaire, mais les Parisiens, les ménagères qui ont subi les coupures assorties de la propagande officielle. Tout s'est passé comme si les directions syndicales tentaient d'éviter une extension de la combativité et des luttes dont le contenu politique conduirait nécessairement à un affrontement direct avec le pouvoir en place. Comme si les directions syndicales ne se sentaient capables de mener des luttes en cohésion avec leurs bases que sur des thèmes à dominantes économique et sociale.

Il ne restait plus qu'à se soumettre au vœu exprimé par l'opinion publique et à « passer à la caisse » pour recevoir le prix d'une castration. C'est en réalité plus complexe.

### Le flic et le libéral

Il semble que l'attitude du pouvoir soit déterminée par la conjonction de points de vue que l'on peut regrouper en trois optiques : celle du technocrate, celle du flic (Marcellin), celle du « libéral éclairé » (Chaban-Delmas).

L'argumentation idéologique du type « E.D.F. appartient à la nation, c'est un service public, etc. » voile à peine la réelle inquiétude de la direction devant la croissance des demandes d'autoéquipements d'industriels prudents (pour construire une centrale autonome, il faut l'autorisation

d'E.D.F.) et devant l'âpreté de la concurrence entre énergie électrique, gaz et fuel. De plus en plus d'usagers préfèrent un équipement au fuel, stockable, malgré le coût global plus élevé. Les risques de coupures engendrent une dégradation du service fourni. « Vous êtes en train de scier, pour des broutilles, la branche sur laquelle vous êtes assis. »

Alors que cette branche est une arme révolutionnaire. C'était évident en Mai 68, lorsque l'arrêt du courant immobilisait la vie économique du pays tout entier. Si bien que le gouvernement suppliait à l'époque la direction d'E.D.F. de négocier à tout prix la reprise du travail. Le reste suivra, estimait-il. Avec justesse d'ailleurs ! Le reste a suivi et Grenelle contenait la récupération du mouvement de Mai. Certains n'ont pas oublié que, avec Marcellin, sont décidés à ôter définitivement au personnel le goût et l'idée de contrôler la production et la distribution d'énergie électrique pendant les grèves.

Chaban-Delmas a une autre idée de la révolution. Il sait que la paix sociale a un prix, que sa société nouvelle à la suédoise suppose l'intégration des syndicats, que E.D.F. comme Renault, l'une connue pour la puissance de ses syndicats, l'autre pour sa combativité, seraient des entreprises pilotes favorisant l'extension ultérieure de la méthode à l'ensemble du secteur nationalisé. Et le Premier ministre peut s'étendre sur les principes du libéralisme, la restitution d'une autonomie relative aux entreprises publiques, de telle sorte qu'à prétendre mettre les directions syndicales et d'entreprises en mesure de négocier directement sans intervention étatique, on restreint en fait le champ des négociations aux bornes d'une formule fixée pour deux ans. C'est le retour au bon vieux temps. Nous avons payé au sens propre notre position de force de Mai 68. Il est temps d'être magnanime. Notre pouvoir d'achat reprendra sa progression habituelle à condition que nous renoncions à faire les « méchants ». C'est, du moins, ce que tente de faire croire Chaban-Delmas pour se créer une image d'homme fort et généreux, rassurer les uns et démoraliser les autres.

Il faut préciser, en outre, que le pouvoir n'est pas fâché de donner une leçon à la C.G.T. Celle-ci lui était apparue, à tort ou à raison, en Mai 68, comme l'interlocuteur clé, la grande centrale puissamment implantée dans la classe ouvrière, prête à négocier et à favoriser le retour au « statu quo » antérieur. D'où quelques concessions gouvernementales. D'où le développement dans quelques secteurs, notamment les enseignants. Si bien que Guichard s'inquiète publiquement. Parallèlement, de facteur d'ordre, la C.G.T. devient facteur de désordre sous la poussée de gauchistes de base qu'elle ferait bien de discipliner. D'où le coup de semonce du 19 novembre à une C.G.T. ce jour-là isolée.



A.F.P.

### La grande victoire de l'intégration

Chaban pavoise. C'est le grand virage du mouvement ouvrier, la grande victoire de l'intégration. C'est l'achat du droit de coupure, la castration, contre un succulent plat de lentilles. Chaban se vante beaucoup. Le plat de lentilles n'est qu'un réajustement, et la castration ne serait peut-être qu'une circoncision. Et s'il veut importer le socialisme à la suédoise, il lui est impossible d'importer le terrain social qui l'a engendré. Les syndicats ouvriers français ont une longue tradition de contestation qui n'existe pas en Europe du Nord, et la société française est organisée de telle façon qu'il est exclu de trouver les moyens financiers et politiques susceptibles de désarmer la classe ouvrière.

Le contrat nouvellement signé n'est que le résultat d'un certain rapport de forces entre un Etat impuissant, qui ne peut donner ni prendre quoi que ce soit d'important, et des syndicats qui n'ont pas su trouver une stratégie adaptée au caractère immédiatement politique des luttes sociales dans les entreprises nationalisées.

Une bonne partie du personnel est favorable à la convention. Les uns parce qu'elle garantit une augmentation régulière du salaire sans retenues pour faits de grève. Les autres par résignation, parce qu'ils ne veulent plus de revendications strictement alimentaires dont ils viennent une fois encore de constater à quelle impasse elles aboutissent. Malgré tout, les éléments les plus conscients des centrales signataires sont furieux de l'absence de consultation pour un engagement aussi important. La C.G.T. apparaît seule démocratique.

Le plus curieux que réserve l'avenir, c'est que le personnel se sent peu engagé par les restrictions au droit de grève. Sans doute le désenchantement est-il suffisamment grand pour ajouter toute velléité de réaction. Mais il y a, sous-jacente, l'idée confuse qu'une poussée vigoureuse de la base balayera ce type de contrainte. Et, quelle que soit l'attitude de la C.G.T. à la suite du référendum, la convention fonctionnera dans une relative indifférence. L'échec d'une pratique syndicale n'est pas l'échec du mouvement ouvrier. □

## COMMUNIQUEZ plus souvent, plus vite, plus net.

Les responsables des collectivités savent que le rythme des communications s'accélère : Il leur faut être équipés d'un matériel moderne, rapide et sûr. Les nouveaux duplicateurs Gestetner (stencil et offset) ajoutent à ces qualités, une très grande simplicité de manœuvre : un opérateur, même novice, peut « sortir » des copies impeccables après quelques quarts d'heure d'entraînement.

Voulez-vous être complètement informé sur les récents progrès de la duplication, et en particulier sur la gravure automatique des stencils ? Demandez à GESTETNER sa documentation n° 855 - 71, rue Camille-Groult à Vitry - tél. 482-47-85.

# Les lycéens en action

La structure lycéenne de masse qui était arrivée à son apogée en Mai 68 avec des comités de base dans toute la France, reliés au niveau régional puis national lors d'assises des C.A.L. désignant une direction nationale, n'a pas résisté à ses contradictions internes. Elle a finalement éclaté sous la pression du groupe politique « Rouge », l'un des plus importants groupements au sein du mouvement lycéen.

Ainsi, les Comités d'Action locaux qui, après les grandes vacances, se sont constitués, ont subi, isolés, la répression.

Par le double jeu de la participation et de la répression, le gouvernement essaye de couper l'avant-garde du mou-

vement lycéen de la grande masse des lycéens réformistes.

## Un tournant

Depuis un mois, des assemblées, des meetings, des grèves et manifestations se succèdent à travers la France. Spontanément, les lycéens ont lutté pour repasser l'épreuve de français où la sélection a été impitoyable. Ce mouvement a touché plus de trente lycées de Paris et de province.

Mais leur combat ne pouvait aboutir sans une coordination. C'est pourquoi les lycéens ont décidé de mener, le 15 décembre, une journée d'action nationale multiforme, principalement soutenue par le P.S.U. et

« Barricades ». Ce devait être le coup d'envoi d'une campagne sur l'épreuve de français et les examens. Une lettre ouverte au ministre de l'Education nationale reposera les problèmes de la **sélection sociale**, dès le début du second trimestre. C'est le sens du communiqué publié par les lycéens du P.S.U. :

« Le collectif lycéen du P.S.U. appelle l'ensemble des lycéens à exprimer, le lundi 15 décembre, leur inquiétude et leur protestation devant l'attitude du Ministère à l'égard de l'examen de français comptant pour le baccalauréat. Le refus de donner de nouvelles chances aux anciens candidats, malgré ses promesses et contre toute justice, le caractère archaïque

et bourgeois des épreuves de français traduisent une volonté de sélection dont tous les lycéens subissent les effets. En rapport avec les différents groupes qui appellent à cette journée d'action du 15 décembre, les lycéens devront trouver, sous des formes adaptées à leur établissement, les moyens de mener une lutte continue qui se poursuivra aussi longtemps que le Ministère gardera la même attitude. »

## Quelle stratégie ?

Cette lutte qu'engagent les lycéens du P.S.U. pour recréer le mouvement lycéen, non comme groupe politique, mais comme mouvement de masse, doit partir des revendications im-

mediates des lycéens pour élever leur niveau de conscience.

C'est pourquoi les lycéens du P.S.U. mènent une double action : ils animent les mouvements de masse, qui ont à mener des combats qui leur sont propres, et ils fondent des groupes de lycéens P.S.U. qui ont à prendre le relais du mouvement de masse et à lui offrir des perspectives politiques.

Ainsi, à Nîmes, la lutte est menée dans le mouvement de masse, contre l'augmentation des prix de pension, et dans le secteur lycéen P.S.U. en coordination avec les professeurs et en développant l'action du parti sur l'établissement secondaire.

Le secteur lycéen national P.S.U. ne pourra acquérir sa pleine puissance qu'en coordonnant ses actions et donc en se donnant des structures qui lui permettent d'intervenir rapidement et puissamment sur les lycées et le monde extérieur. □

# L'un dit recule, l'autre dit avance

Dès l'arrivée, on attend. Puis on pose sa petite valise et on passe à la coupe d'incorporation : cinq doigts au-dessus des oreilles, la nuque dégagée, c'est-à-dire blanche. La fonction de cette coupe de cheveux est claire : uniformiser, briser dès le commencement l'individu en le ridiculisant.

C'est le début de la prise en main. On est mis alors dans un local appelé chambre, avec des lits superposés et des armoires ridiculement petites, une table pour cinquante et une dizaine de tabourets banals.

Pendant quelques jours on nous laisse vivre, on s'est fait engueuler quelquefois, mais rien de systématique ; on a commencé d'aller à l'ordinaire (le réfectoire) en rangs, et à ce qui aurait dû être un pas cadencé, en gardant nettement conscience du ridicule de la chose. Puis c'est le grand jour.

Rassemblement à la première heure avec tout le paquetage (quarante kilos). Ventilation par section. On attend avec anxiété la liste des noms pour savoir si on est séparé des visages qu'on commençait à connaître. Oui !

On voit le chef de section, les sergents, les caporaux. C'est alors que commence la véritable prise en main. Certains passent à nouveau chez le coiffeur — pour l'exemple —, revue d'armoires, de casernement, de paquetage, de chaussures, de semelles de rangers... Revues de tout et de rien, qui sont chaque fois l'occasion d'engueulades injustes et de punitions, l'occasion pour tous les petits durs de faire peser le poids de leur autorité.

Puis l'étiquette qu'on coud et qu'on découd un peu partout,

dans telle position ou dans telle autre, avec tel texte puis tel autre jusqu'au lendemain matin car il y a revue.

Le mauvais esprit fait son apparition, les corvées pleuvent, les tours de cour ou de bâtiment, les déplacements au pas de gymnastique, l'ordre supplémentaire, parce que « ça ne claque pas », les marches de nuit disciplinaires avec un sac-à-dos rempli de sable, de pierres ou de pièces choisies du paquetage — pour toute la section parce qu'un seul a osé faire ouvertement du mauvais esprit. Les contre-appels tonitruants à 3 heures du matin, agrémentés d'une revue de paquetage (tout doit tenir plié au carré sur un tabouret), les pompes avec le bonhomme d'armement du fusil sur le dos de la main, l'autre main pesant sur la crosse, rythmé par les phrases du genre : « Je suis un con, j'enfile les taupes », et la sacro-sainte pompe supplémentaire pour la « colo », les paras, les commandos ou autres.

Bien que dans une journée normale de douze à dix-huit heures on attende dans diverses positions (garde-à-vous, repos, etc.), pendant huit heures voici le travail que l'on effectue : les corvées, balayage, divers, ramassage de feuilles, de mégots, etc., il faut que ça ait l'air propre, puis on défait son lit pour plier les draps et les couvertures suivant un schéma obligatoire. Malheur à celui qui n'a pas eu le temps de le défaire ou qui ne trouve pas le temps de le refaire, car l'adjudant de compagnie est passé et il repassera pour noter les mal-faiteurs.

Et pour tout c'est pareil. On donne un fusil, on le démonte, on « le nettoie à sec », on met de la graisse partout et on remonte. Si ce n'est pas assez gras on est puni et il faut démonter à nouveau et graisser, si c'est trop gras on se fait injurier et il faut l'enlever. Le lendemain on reprend le même fusil et on le « nettoie à sec », avec un chiffon, c'est-à-dire qu'on enlève toute trace de graisse. Le chef de section passe, regarde ou ne regarde pas, c'est le hasard. Il met son doigt partout (parfois en gant blanc), note quelques noms, ensuite on graisse, on remonte et on réintègre à l'armurerie jusqu'à la prochaine fois.

A la fin de la journée on est épuisé. Non pas tant par les efforts physiques qui sont généralement très supportables, que par la tension nerveuse perpétuelle. On ne lit plus autre chose que « L'Equipe », « Paris-Jour », des bandes dessinées et des romans-photos. Dans les chambrées, trois ou quatre radios hurlent des programmes différents, la seule plainte qu'on puisse entendre, c'est au moment des informations. L'unanimité se fait pour réclamer de la musique, encore que depuis Mai 68 les soldats s'intéressent un peu plus à ce qui se passe dehors.

Cette prise en main est complétée par l'instruction militaire proprement dite : combats, tirs, sport, marches, ordres serrés, chants, règlement, contre-espionnage, sécurité militaire.

Peu à peu, tous les déplacements s'effectuent au pas cadencé, en chantant, les caporaux et autres chiens de garde, hurlant constamment tout au-

tour afin d'entretenir cette tension salubre qui épuise et permet, en amoindrissant les capacités de résistance, de lutter efficacement contre le mauvais esprit.

Puisqu'on ne peut réagir, la volonté même de réagir disparaît. On succombe à l'apathie ambiante, notamment en politique. En effet la conscience politique d'un « militant » déraciné, arraché à son milieu social, à ses camarades et à ses réunions ne peut résister fermement à cette atmosphère. Comment trouver la force de se dresser seul contre toute une compagnie, tout un régiment ? Il faut accepter de vivre avec les fascistes comme avec les autres. C'est pourquoi l'aide extérieure est si importante dans tous les domaines. C'est ce qui permet de renforcer réellement le changement d'état d'esprit du contingent depuis Mai 68.

Au bout de deux mois de ce traitement, deux mois pendant lesquels on n'a jamais véritablement un moment à soi, sans une permission, on est à point, on peut devenir un bon soldat.

Le meilleur test, c'est aussi le grand jeu de certains sous-off. : « Toi, amène-toi. » Le soldat s'approche et se tient à six pas du sergent, l'air interrogateur. « Tu pourrais saluer ! » Le soldat salue. « Reste au garde-à-vous, je t'ai pas dit repos ». Le soldat se met au garde-à-vous. Puis après quelques remarques du style : « Faudra passer chez le coiffeur, arrange ta cravate, faudra cirer tes rangers, boutonne-toi », on en vient au fait : « Va au poste de police immédiatement ». Là, une alternative : soit le soldat n'est pas encore bien

dressé et il attend la suite, auquel cas il se fait copieusement engueuler pour n'avoir pas obéi promptement aux ordres, soit il part en courant. Le sous-off. le laisse parcourir une centaine de mètres, puis il le rappelle : « Cosaque, abruti, soviétique (ce sont là des injures ordinaires), t'es pire qu'un bougnoule, tu peux pas attendre que je te dise ce qu'il faut faire ? ». La morale de cette anecdote c'est qu'on veut obtenir du soldat une obéissance immédiate et de tous les instants ; en lui donnant l'ordre d'effectuer les travaux les plus absurdes : cirer les semelles de chaussures, hurler pour se présenter à un supérieur, etc. On l'habitue à rejeter tout esprit critique dans l'exécution de n'importe quel ordre.

A cette mise en condition systématique et réglementaire viennent s'ajouter les récits plus ou moins mensongers des anciens, les bruits incontrôlés (radio-bidasse), les récits des exploits héroïques des sous-off. pendant leur glorieuse campagne d'Indo. ou d'Algérie, et, pour couronner le tout, dans les beaux régiments pleins de traditions : la remise de la fourragère, avec récit et prise d'arme, musique et défilé. L'esprit de corps est né. Le soldat a fini ses classes.

Heureusement, la résistance individuelle et inorganisée est quasi générale. Depuis Mai 68 elle se structure parfois en comité d'action clandestin, avec liaison extérieure.

Après le régiment, exception faite des crétins débiles et des fascistes, on est antimilitariste. Mais on ne sort pas de dix-huit mois de dressages, sans traces. □

# Questions au Parti Communiste

Gérard Féran

Depuis la mi-novembre des militants du parti communiste français participent à la préparation de leur XIX<sup>e</sup> Congrès en discutant les projets de thèses adoptés par leur Comité central lors de sa réunion de St-Denis. Quelle que soit la profondeur des désaccords politiques que nous avons avec cette formation, il reste que les analyses proposées par le P.C.F. sur le stade actuel du capitalisme monopoliste international et ses contradictions, ainsi que la stratégie qu'il propose, dépassent son propre cadre et intéressent tous les militants socialistes. Le P.S.U. pour sa part, et contrairement à l'image d'un anticommunisme systématique et polémique que le Parti communiste français prétend lui attribuer, entend discuter sur le fond et en les soumettant à la critique des faits, les thèses défendues par nos camarades communistes.

Le mouvement ouvrier aurait tout à gagner à abandonner l'insulte et la déformation systématique des points de vue de chaque courant politique, en y substituant une critique constante de ses objectifs et de ses moyens de lutte à partir de son expérience historique. C'est dans cet esprit que, à partir des thèses proposées à la discussion des militants communistes et des tribunes libres ouvertes à cet effet dans « l'Humanité », nous continuerons à poser au P.C.F. des questions fondamentales auxquelles il ne semble pas encore disposé à répondre à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire.

## Quelle démocratie ?

Et tout d'abord nous nous demanderons quelle est au juste la conception que le Parti communiste a de sa propre démocratie. Question qui nous préoccupe au plus haut point puisqu'elle est liée à celle de la démocratie ouvrière et de la direction politique de la lutte de classes dont le P.C. continue de s'arroger l'exclusivité. Pour quiconque en effet suit avec un peu d'attention l'évolution du mouvement communiste international il apparaît avec évidence que des désaccords profonds y existent actuellement, soit à l'intérieur du P.C.F. lui-même, soit entre les différents partis communistes nationaux.

Chacun sait que le problème

de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, par exemple, a été considéré par le P.C. italien et par tout un courant interne au P.C.F., non pas comme un « accident malheureux » mais comme l'élément révélateur des séquelles du stalinisme dans les pays socialistes, et des contradictions qui résultent de leur bureaucratisme croissant. Ce n'est un mystère pour personne (sauf peut-être pour le Comité central) que la Conférence de Moscou, sur laquelle le P.C. ne tarit pas d'éloges, n'a pas été unanimement appréciée par ses militants. Ce n'est pas non plus sans doute calomnier le Comité central que de rappeler qu'en son sein même des divergences sont apparues ces derniers mois, notamment à propos de la politique à adopter pour le second tour des élections présidentielles.

Ces divergences normales et souhaitables à l'intérieur d'un parti ouvrier et parfaitement compatibles au niveau du débat politique avec sa conception du centralisme démocratique, nous serions donc en droit de les voir se révéler dans les « tribunes de discussion » ouvertes dans « l'Humanité ». Or, que voyons-nous depuis l'ouverture de ce débat ? De simples textes paraphrasant ou renforçant l'orientation des thèses proposées. C'est J. Reyssier qui aggrave le passage sur la démocratie avancée en proposant d'affirmer qu'elle n'est pas seulement « une forme de transition vers le socialisme » comme le propose la thèse 18, mais « la forme de transition indispensable et la plus rapide vers le socialisme ».

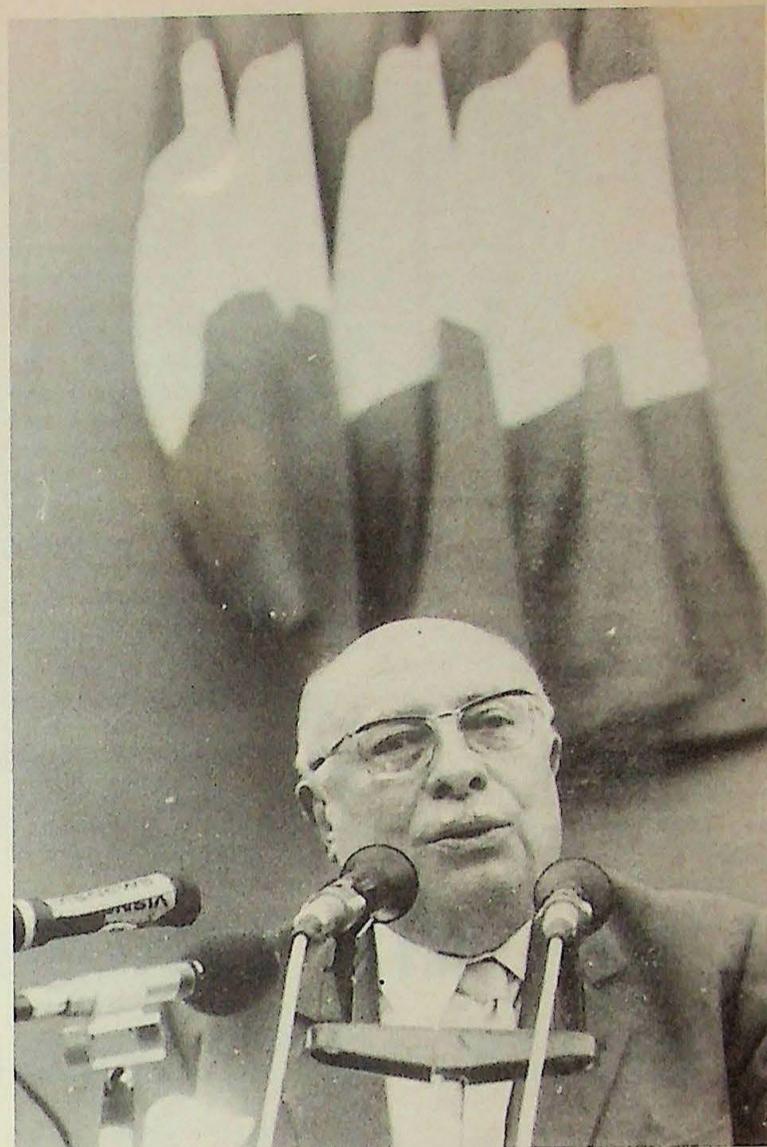
C'est Jean Kanapa qui se contente de préciser l'analyse sur le nouveau stade du capitalisme monopoliste international... Certes, il serait absurde de s'insurger contre des militants qui se limitent à une précision des textes. Ce qui nous semble grave, c'est que, jusqu'ici du moins, aucun des points fondamentaux qui exigeraient un débat politique à l'intérieur du P.C.F. n'ait encore été abordé. Si ce n'est pas à l'occasion d'un congrès, il est permis de se demander où et quand fonctionne réellement le « centralisme démocratique » dont les thèses rappellent constamment l'existence et le bien-fondé.

## Socialisme ou statu-quo

Aussi, en attendant que des militants du Parti communiste veuillent bien (ou puissent) poser ces problèmes, nous continuerons quant à nous de dire publiquement quelles contradictions nous semblent apparaître dans ces thèses, et en quoi leur dissimulation hypothèque gravement les possibilités de lutte des forces socialistes en France et dans le monde.

En premier lieu, nous refusons de taire les erreurs et les contradictions qui interviennent ou sont intervenues dans l'élaboration des différents types de socialisme, qu'ils soient algérien, chinois, cubain ou soviétique. Mais pour ce faire, il ne sert à rien de traiter, comme le fait le P.C.F., par une méthode plus manichéenne que marxiste tout ce qui n'est pas prosoviétique comme antiléniniste (cf. paragraphe sur la Chine), ou tout ce qui échappe au modèle politique de la « démocratie avancée » dans le monde comme « opportunisme de droite ou de gauche ».

Nous n'entendons pas non plus nous satisfaire d'un texte qui, en tout et pour tout, traite du problème tchécoslovaque en trois lignes en se contentant de rappeler que le P.C.F. « a exprimé son désaccord avec l'intervention militaire d'août 1968 » sans qu'aucune justification ou infirmation soit apportée à propos du processus de « normalisation » en cours actuellement à Prague. Il est également difficile d'accepter que « la contradiction fondamentale de notre époque à l'échelle mondiale est et reste la contradiction entre l'impérialisme et le système socialiste » (par. 3) quand, sous le couvert de la « coexistence pacifique » les forces révolutionnaires ne peuvent attendre de soutien effectif des partis socialistes, comme c'est le cas pour la plupart des pays d'Amérique latine et plus récemment pour le Tchad dont la « Pravda » vient de soutenir publiquement le régime néocolonialiste. Car, si la contradiction principale se situe effectivement entre impérialisme et socialisme, elle exige de la part des pays socialistes le soutien actif aux luttes anti-impérialistes et non le maintien d'un « statu quo »



A.D.N.P.

mondial entre une zone d'influence américaine et une zone d'influence soviétique.

## Alliance socialo-communiste

En ce qui concerne l'analyse que le Parti communiste propose du capitalisme monopoliste international et de « la nouvelle étape de sa politique » (cf. Jean Kanapa), nous constatons avec satisfaction qu'elle pose le problème européen en des termes plus rigoureux que ceux du « bradage de l'intérêt national par Pompidou ». Il est en effet fondamental d'analyser les mécanismes par lesquels le capitalisme européen tente actuellement d'effectuer son intégration économique, si nous voulons dégager des perspectives claires pour une lutte internationale des travailleurs. Mais là où nous comprenons moins bien le P.C.F., c'est lorsqu'il définit ses objectifs politiques, et les alliances qu'il entend faire pour lutter contre cette Europe capitaliste. Nous apprenons en effet une nouvelle fois que le Parti socialiste demeure l'allié privilégié pour opérer le « vaste rassemblement des forces ouvrières et démocratiques ». Or, comme le rappellent opportunément les thèses (par. 31), par deux fois, en mai 68 et au moment des élections présidentielles de 1969, la F.G.D.S. et le Parti socialiste ont fait défaut pour retourner à des alliances centristes qui en disent long sur leur niveau de critique du capitalisme français et international.

C'est donc avec un parti qui ne se proclame socialiste qu'en dehors des périodes électorales, que le P.C.F. entend construire sa « démocratie avancée », qui ouvrira la voie à une « France socialiste ». Et c'est avec ce même Parti socialiste qui s'est réjoui des accords de La Haye comme prélude à une intégration politique de l'Europe libérale, qu'il entend mener la lutte contre « la nouvelle étape de la politique des monopoles » européens. A qui le P.C.F. fera-t-il croire à la crédibilité de telles alliances dont l'expérience a maintes fois mis en évidence la vacuité ? D'autant plus que dans le paragraphe suivant (32), après avoir vanté les mérites de l'alliance socialo-communiste, nous apprenons que « le Parti poursuivra sa lutte idéologique contre le réformisme qui vise à un simple aménagement du capitalisme contre la phrase révolutionnaire dont les dirigeants du P.S.U., notamment, couvrent leur politique réformiste et anti-unitaire ».

Si nous comprenons bien les rédacteurs des thèses, cela signifie que le P.S.U. est un parti réformiste. Très bien. Mais alors, pourquoi une telle hargne, alors que le Parti socialiste, dont il serait alors honnête de reconnaître qu'il l'est plus encore, jouit des faveurs du P.C.F. Ne serait-ce pas plutôt parce que le P.S.U. est réellement un parti révolutionnaire et qu'il offre à l'ensemble des travailleurs d'autres perspectives socialistes et d'autres moyens de lutte que le P.C.F. ? Simple question... □



Collombert

## Questions écrites

● M. Michel Rocard demande à M. le Ministre de l'Intérieur en vertu de quel texte les officiers, ou même les agents de police, procèdent à l'arrestation de personnes, en divers lieux, et en l'absence de tout crime ou délit flagrant, et les détiennent plusieurs heures sans que soit respectée la procédure de garde à vue prévue par le Code de Procédure Pénale. La dénomination de « vérification d'identité » employée en de telles circonstances ne pouvant que difficilement s'appliquer à des personnes munies de pièces d'identité et même, en cas d'absence de pièces d'identité, l'arrestation n'étant plus possible hors le cas de

● M. Michel Rocard demande à M. le Ministre de l'Intérieur dans quelles conditions et pour quelles raisons des officiers de police ont, le 26 novembre 1969, à Aix-en-Provence, relevé sur des fiches l'identité des personnes qui désiraient assister à une audience correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de cette ville.

Le Ministre ne craint-il pas qu'une telle mesure risque de nuire au principe de la publicité des débats. Par ailleurs, en vertu de quel texte les officiers de police ont-ils agi, et les fiches d'identité ainsi établies ont-elles été transmises au service cen-

● M. Michel Rocard demande à M. le Ministre de la Justice si les arrestations et les détentions opérées par la police en vertu d'une procédure dite de « vérification d'identité » ne risquent pas, à son avis, de constituer une violation de

flagrant délit, depuis que l'ordonnance du 23 décembre 1958 a abrogé l'alinéa 2 de la loi du 27 novembre 1943. Aucun texte ne semblant par ailleurs autoriser que l'arrestation, et encore moins la détention, soit une mesure de police administrative, le ministre ne craint-il pas que ces pratiques, qui ne sont réglementées par aucun texte, laisse à la seule appréciation des services de police les conditions dans lesquelles un citoyen peut être arrêté, et les modalités de sa détention.

Par ailleurs, quel est le sort des fiches anthropométriques constituées à l'issue de ces « vérifications d'identité ».

tral de l'identité judiciaire prévu par la loi du 27 novembre 1943 créant un service de police technique chargé de rechercher et d'utiliser les méthodes scientifiques propres à l'identification des délinquants.

Si elles ne l'ont pas été, quelles mesures entend prendre le ministre à l'égard de ses services d'Aix-en-Provence. Si elles l'ont été, ne craint-il pas qu'il s'agisse là d'une interprétation très extensive du mot « délinquant », très dangereuse pour la liberté des citoyens.

Quelles mesures entend prendre le ministre pour la destruction des fiches ainsi constituées ?

l'article 7 de la Déclaration des Droits de l'Homme stipulant expressément que « nul ne peut être arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et dans les formes qu'elle a prescrites ».

## Vie quotidienne

# Les bidonvilles de Mérignac

De notre correspondant à Bordeaux

Voici quelques extraits d'un article de presse locale paru le 5 décembre, dont nous goûterons le cynisme : « Le bidonville portugais de Mérignac offrait hier matin le spectacle lamentable de treize personnes qu'un incendie venait de jeter dans le froid et la boue et qui cherchaient désespérément au milieu des décombres de leurs cabanes qui un objet familier, qui un souvenir du pays qu'ils avaient quitté... Les familles Gomez Ferreira et Vaz, comme la plupart des habitants du bidonville de Mérignac, avaient clandestinement fui le Portugal et s'étaient établies en communauté dans la banlieue bordelaise. Ils y vivaient depuis plusieurs années et devaient être relogés bientôt avec nombre de leurs semblables, dans des logements que le programme social de relogement finissait d'édifier à proximité... Dans la soirée, la vie avait repris son cours dans le « village » des Portugais. Et, pour eux, cet incendie ne sera finalement qu'une péripétie parmi tant d'autres... »

Afin de comprendre la réponse faite par le groupe P.S.U. de Mérignac à cet article, il convient de connaître quelques données du problème :

1) La mairie de Mérignac est tenue par le député Robert Brettes, élu sur une liste S.F.I.O. qui avait pour seule concurrence une liste P.C.F.-P.S.U. et qui a donc dû faire des concessions importantes à la droite.

2) La municipalité de Mérignac fait partie de la Communauté Urbaine de Bordeaux, communauté qui, dernièrement, vient de signer un contrat avec la Lyonnaise des Eaux, compagnie privée, pour tous les travaux d'assainissement, domaine vital qui devrait donc être géré par un organisme public. Ce contrat a été signé à l'unanimité.

3) Les logements du programme social mentionnés dans l'article ci-dessus sont des logements dits transitoires, logements en location et au nombre de 48.

4) Le nombre de départs d'Espagne et du Portugal, de 1945 à 1965, s'élève à 1.050.000, sans compter les passages clandestins (pour avoir un chiffre approchant de la réalité, il faut multiplier ce

nombre par 1,5). On peut affirmer que près de la moitié de ces émigrés sont passés par Bordeaux.

5) C'est à Bordeaux que fut arrêté, au début de cette année, un réfugié politique de nationalité espagnole qui fut par la suite livré à la police franquiste.

Voici maintenant la réponse du Groupe P.S.U. de Mérignac, réponse communiquée au journal local qui nous l'espérons, la publiera intégralement :

« A l'occasion d'un fait divers (incendie), le grand public a été informé de l'existence de bidonvilles à Mérignac, ville de la Communauté Urbaine de Bordeaux dont le président est l'actuel Premier Ministre. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'un incendie survienne dans un tel lieu d'habitation : des cabanes de tôles et de planches, dans lesquelles, pour se chauffer un peu, il faut faire un feu d'enfer. »

Il est donc odieux de se lamenter sur ces gens désormais sans abri. La source du mal est plus profonde : c'est l'ordre social actuel. Ce bidonville existe depuis de nombreuses années et rien n'a été fait jusqu'à ce jour pour reloger ses habitants. A ce propos, il est à noter que moins de 10 % des appartements construits sur Mérignac sont le fait d'organismes publics (H.L.M.) et que même les loyers de ces appartements sont trop élevés pour ces émigrés. Rien n'est fait pour abriter ces hommes et leurs familles, obligés de quitter leur pays, terre de chômage et de répression policière.

La patronat profite de cet afflux de main-d'œuvre pour sous-payer les travailleurs émigrés, c'est-à-dire les exploiter encore plus durement que les travailleurs français. La police exerce sur eux un chantage : « Tenez-vous tranquilles, ne vous révoltez pas contre les conditions inhumaines dans lesquelles vous vivez, car sans cela, nous vous renvoyons dans votre pays où vous êtes sûrs d'être torturés et de passer quelques années en prison. »

Le P.S.U. affirme que seule la lutte contre l'ordre social établi peut faire changer la situation des travailleurs émigrés, c'est-à-dire la lutte pour le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme. □

# Thieu renforce la dictature à Saïgon

Jacques Rennes

Des échanges de vues assez étonnants ont eu lieu la semaine dernière à l'Assemblée et au Sénat sud-vietnamiens. Des élus — mal élus pourtant... — se sont mis à qualifier Thieu de « dictateur ». Ils s'estiment « diffamés ». L'un d'eux a rappelé l'Allemagne nazie du Führer. Les choses vont mal dans le petit milieu politique de Saïgon, étouffant, artificiel, entouré par la guerre qui fait rage, pourri par l'argent américain, ridiculisé par l'opinion mondiale.

Que s'est-il passé ? Tout simplement ceci : encouragé par Washington, et par sa politique de « vietnamisation » de la guerre (c'est-à-dire de guerre à outrance) Thieu accuse tout ce qui fait partie de l'opposition non communiste de « neutralisme », de « défaitisme », et même de... « communisme ». Le dictateur d'opérette traite certains députés de « chiens ». Il menace de les faire « décapiter », de faire donner « le peuple » (sic) et l'armée contre eux. Il estime que les partisans de la « troisième force » sont des « imbéciles ». Et ceci, trois fois en une semaine. Bien sûr, les intéressés ne sont pas contents. Ils le sont d'autant moins que certains d'entre eux, les plus influents, ont été les « tombeurs » en 1963 du dictateur Diem. Et ils sont d'autant plus amers que, aujourd'hui, Thieu favorise ouvertement les anciens cadres de Diem, les durs de l'anticommunisme et du pro-américanisme. Au nom de la « démocratie » évidemment, et au nom du « monde libre »...

Il va de soi que Thieu, seul, ne pourrait agir ainsi, ni parler de la sorte. Il doit avoir reçu des encouragements. De M. Bunker, par exemple, son ami, qui est aussi ambassadeur des États-Unis à Saïgon. Et M. Bunker, ambassadeur zélé, ne pourrait prendre d'initiatives sans ordre de ses supérieurs.

## Un plan cohérent

Tout ceci fait partie d'un plan cohérent : il faut soutenir Thieu, renforcer l'armée de Saïgon, laisser en place un fort contingent de troupes combattantes américaines (et sud-coréennes), le retirer en partie si cela est possible mais sans diminuer la pression de l'artillerie et de l'aviation, et en encadrant, pour

une période peut-être très longue, les forces « amies » de plusieurs dizaines de milliers de « conseillers » américains. Dans ces conditions, affirmer comme le fait Nixon, que l'on veut sérieusement négocier avec l'adversaire, c'est réduire la Conférence de Paris à une sinistre farce et choisir la guerre de longue durée avec espoir de victoire militaire. C'est transformer le Vietnam du Sud en Corée du Sud (comme si les situations se ressemblaient !) et maintenir la moitié du Vietnam sous contrôle américain. Ce qui permet, soit dit en passant, de continuer « secrètement » la guerre du Laos.

Comment peut-on y arriver ? En « pacifiant ». Chacun sait ce que ce mot signifie en guerre coloniale. En français, le mot se traduit par : assassinat des résistants. Les Américains ont souvent répété qu'ils avaient fait preuve d'un grand « libéralisme » en arrêtant en octobre 1968 les raids aériens contre le Vietnam du Nord. Mais, au même moment, le même mois, ils ont lancé, surtout dans les régions septentrionales du Sud, une grande offensive dite de « pacification accélérée ». Immédiatement, le F.N.L. dénonçait la manœuvre et parlait des meurtres commis sous le prétexte de « pacifier ». Ils publiaient des statistiques, des faits précis. « Propagande communiste », dirent les Américains, qui ne répondirent jamais aux accusations.

## Pacification = assassinat

Comme pour le massacre de Song-My, il a fallu, pour que l'affaire éclate au grand jour, qu'elle soit ébruitée par des Américains eux-mêmes. La semaine dernière, deux d'entre eux ont expliqué comment, dans l'Etat du Maryland, on les a entraînés, dans le cadre du « programme de pacification accélérée » (le « plan Phoenix »), à recruter des mercenaires, à les pousser à torturer, à tuer sans discrimination d'âge et de sexe les civils récalcitrants ou suspects. Il est donc maintenant évident que, au moment où ils arrêtaient les raids contre le Nord et commençaient à négocier à Paris avec le F.N.L., les Américains se lançaient dans une immense campagne de terreur policière afin

de casser l'infrastructure politico-militaire des résistants. Or, il faut noter que le village de Song-My se trouve (se trouvait...) dans les régions couvertes par le « plan Phoenix », et en pleine période de « pacification accélérée ». A Song-My, les Américains, sans prendre des mercenaires pour intermédiaires, ont appliqué les ordres avec diligence et esprit de système : les « suspects vietcongs » ont bien été éliminés, puisque toute la population a été exécutée. Lorsque Thieu affirme cyniquement qu'il contrôle plus de 90 % de la population, il ne dit pas s'il s'agit de vivants ou des morts. Sa paix à lui est la paix des cimetières et ne laisse à la population que le choix entre la tombe ou l'alignement sur Washington.

Les protecteurs américains de Thieu entretiennent savamment l'ambiguïté : pour gagner du temps et tenter de tromper l'opinion, ils font des déclarations floues et contradictoires. A Washington, le secrétaire d'Etat Rogers laisse entendre que l'équipe de Thieu pourrait ne pas être celle qui organisera les élections au Vietnam du Sud. On en conclut donc que, pour Washington, Thieu n'est pas éternel et qu'un cabinet de rechange est envisagé. D'ailleurs, affirme Rogers, nous avons mis Hanoi au courant. A Paris, quelques jours après, le porte-parole américain déclare qu'il n'y a pas de différences entre le plan Rogers et le plan Thieu... Or, ce dernier, le 11 juillet, a déclaré que c'est lui qui organiserait les élections avec, si le F.N.L. le veut bien, l'aide de commissions mixtes. La ficelle est grosse : cela en reviendrait à faire reconnaître par la résistance la « légalité » du régime fantoche ! Il semble donc que rien ne soit changé dans le plan américain. Et Hanoi affirme en tout cas n'avoir jamais été mis au courant d'éventuels changements de la position de Washington.

## Thieu et les autres...

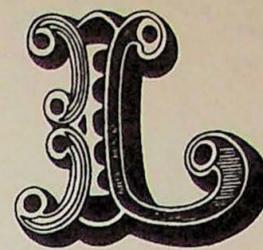
Si celle-ci se modifiait dans le sens libéral, dans le sens de la paix, Nixon prêterait au moins intérêt aux négociations de Paris. Or, sans oser les rompre, il les met en sommeil et ne nomme pas de remplaçant au « faucon » Cabot Lodge.

Philip Habib va donc continuer, dans le sens de son ancien patron, à répéter chaque semaine les mêmes affirmations, se gardant bien d'évoquer le fond du problème, les raisons réelles de l'intervention américaine au Vietnam et au Laos. Habib va ronronner, les B-52 massacrer la population et l'armée de libération, et Thieu se dresser sur ses ergots pour insulter ses détracteurs modérés.

Il se confirme donc que les pressions sur les États-Unis et leurs alliés en tous genres dans le monde devront se faire de plus en plus nombreuses, dures et judicieusement appliquées car une longue guerre d'usure se prépare. L'action décisive sera bien sûr menée par les Vietnamiens eux-mêmes, qui connaissent l'ennemi mieux que personne. Mais NOS luttes sont également nécessaires, et doivent se vouloir globales. La réflexion sur le Vietnam ne doit pas se cantonner à ce seul pays et au seul impérialisme américain et au régime qui le nourrit. Elle doit aussi s'appliquer aux affaires d'Europe, orientale comprise. Elle concerne également nos problèmes, et la façon dont doit être mené le combat pour le respect des courants démocratiques à l'intérieur même de la gauche, contre les sectarismes et les bureaucraties, les oukases, les excommunications, et les tolérances de ce qui peut se passer en pays socialistes sous prétexte que l'ennemi numéro un est l'impérialisme américain. C'est cela la meilleure parade aux fourberies de Nixon et de ses complices. Cette analyse défend mieux les Vietnamiens et tous les peuples opprimés par les Grands que les homélies moralisantes sur le massacre de Song-My. Le même combat est nécessaire à propos du Vietnam, des gouvernements qui se taisent sur le fascisme grec, des mouvements qui « oublient » qu'à Prague la dictature fait la « loi », et qu'au Tchad des « conseillers » russes aident un potentat soutenu par l'armée française. Ce combat-là, les « ordres établis » — celui de Nixon et celui de beaucoup d'autres — le craignent autrement que des dénonciations parcellaires. Il faut que se multiplient les « imbéciles » et les « chiens » de tous les Thieu protégés de par le monde par tant de suppôts hypocrites. □

# Le marxisme et la question juive

Henry Rosengart



IVRES

« Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations, de leurs idées, etc., mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des rapports qui y correspondent, y compris les formes les plus larges que ceux-ci peuvent prendre. La conscience ne peut jamais être autre chose que l'être conscient et l'être des hommes est leur processus de vie réelle. (...) Autrement dit, on ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, la pensée, l'imagination et la représentation d'autrui, pour aboutir ensuite aux hommes en chair et en os ; non, on part des hommes dans leur activité réelle, c'est à partir de leur processus de vie réel que l'on représente aussi le développement des reflets et des échos idéologiques de ce processus vital. Et même les fantasmagories dans le cerveau humain sont des sublimations résultant nécessairement du processus de leur vie matérielle que l'on peut constater empiriquement et qui repose sur des bases matérielles. De ce fait, la morale, la religion, la métaphysique et tout le reste de l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent, perdent aussitôt toute apparence d'autonomie. Elles n'ont pas d'histoire, elles n'ont pas de développement ; ce sont au contraire les hommes qui, en développant leur production matérielle et leurs rapports matériels, transforment, avec cette réalité qui leur est propre, et leur pensée et les produits de leur pensée. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience... »

Nombreux sont les « marxistes » qui gagneraient aujourd'hui à relire « L'idéologie Allemande » d'un certain Karl Marx, dont les lignes ci-dessus sont extraites. Partir des hommes dans leur activité réelle pour aboutir à ce qu'ils disent ou pensent (et non l'inverse !), partir du processus de vie matérielle, de ce qui est vérifiable empiriquement, pour aboutir aux représentations idéologiques, partir de la vie pour aboutir à la conscience, telle est la démarche fondamentale du marxisme, que Lénine a remarquablement su traduire par ces mots : « La substance même, l'âme vivante du marxisme, c'est l'analyse concrète d'une situation concrète ». Il n'y a pas une once d'utopisme chez Marx. C'est cela qui différencie qualitativement le marxisme de toute autre doctrine. Le marxisme n'est pas un

« système » venant s'ajouter aux autres « systèmes ». Tout système de pensée (métaphysique, religieux, etc.) part de postulats arbitraires, non vérifiables empiriquement, même lorsqu'ils paraissent « aller de soi » pour ceux qui les formulent, même lorsqu'ils sont partiellement fondés sur la réalité. La démarche du marxisme est diamétralement opposée : « Les prémisses dont nous partons, écrit Marx, ne sont pas des bases arbitraires, des dogmes ; ce sont des bases réelles dont on ne peut faire abstraction qu'en imagination. (...) Ces bases sont donc vérifiables par voie purement empirique ». Ou encore : « Il faut que dans chaque cas isolé, l'observation empirique montre dans les faits, et sans aucune spéculation ni mystification, le lien entre la structure sociale et politique et la production », car « le premier fait historique est (...) la production de la vie matérielle elle-même (...) la première chose, dans toute conception historique, est donc d'observer ce fait fondamental dans toute son importance et toute son extension, et de lui faire droit. » Il est donc absurde de tenir le marxisme pour un ensemble cohérent de « thèses », pour un « système » qu'il serait possible de comparer à d'autres « tout aussi légitimes » (christianisme, existentialisme, judaïsme, etc.). On ne compare que ce qui est comparable ; le dialogue est ici tout aussi ridicule que l'anathème. De même est-il absurde de prétendre « dépasser » le marxisme : autant vouloir dépasser le réel.

## Matérialisme et idéalisme

« Ne cherchons pas le secret du Juif dans sa religion, mais cherchons le secret de la religion dans le Juif réel. »

« Le judaïsme s'est conservé non pas malgré l'histoire, mais par l'histoire. »

Ces deux citations de Marx (1) ne sont que l'application à la question juive de cette démarche fondamentale du marxisme que nous venons très brièvement de résumer. Comme l'écrit Abraham Léon dans son livre « La conception matérialiste de la question juive » (2) — ouvrage sur lequel nous allons à présent nous étendre — : « Marx remet ainsi la question juive sur les pieds. Il ne faut pas partir de la religion pour expliquer l'histoire juive ; au contraire, le maintien de la religion ou de la nationalité juives ne doit être expliqué que par le « Juif réel », c'est-à-dire par le Juif dans son rôle économique et social. La conservation des Juifs n'a rien de miraculeux. »

Or c'est ce caractère « miraculeux » que tous les commentateurs bourgeois, de Chouraqui à Bernanos, ne se lassent pas de souligner. On reconnaît ici la mystification la plus banale qui soit : soucieux de masquer la réalité sociale, les idéologues bourgeois mettent constamment l'accent sur le développement autonome de la religion et en viennent ainsi (voir l'Irlande) à privilégier les conflits religieux pour mieux camoufler les conflits de classe. Et dès lors qu'on masque les conflits sociaux (où qu'on ne leur accorde qu'une importance secondaire), inévitablement le « miracle » surgit, et nous n'avons plus devant nous qu'un « peuple » acharné à conserver son identité en dépit de tous les remous historiques. Mais, pourquoi ce prétendu acharnement ? Le miracle tente alors de s'exprimer en termes crédibles ; on fait appel à une mystérieuse « conscience juive », propre à un mystérieux « peuple élu », et antérieure à l'histoire elle-même que ce « peuple » traverse comme par magie. Ici, tous les idéologues bourgeois — du sionisme fervent à l'antisémite notoire — se retrouvent pour estimer que les Juifs se sont conservés « malgré l'histoire », rêvant de retourner à la « terre promise » après « deux mille ans d'exil » — retour qui doit donc se concrétiser au niveau du mot d'ordre commun au sionisme et à l'antisémitisme : « Les Juifs en Palestine ! ». Comment une même « explication » archi-idéaliste n'entraînerait-elle pas le même slogan ?

C'est contre cette imagerie d'Épinal qu'A. Léon s'élève, remettant magistralement la question sur ses pieds en s'en tenant aux seuls faits historiques « sans aucune spéculation ni mystification ». A. Léon montre ainsi (comment s'en étonner ?) que l'« explication » idéaliste est fondée sur une histoire complètement dénaturée. Ainsi remarque-t-il par exemple que « la dispersion des Juifs ne date nullement de la chute de Jérusalem. Plusieurs siècles avant cet événement, la grande majorité des Juifs était déjà disséminée aux quatre coins du monde ». Dans un livre récemment paru (3), J.P. Alem non seulement confirme cette indéniabilité vérité historique (constatant que sur huit millions de Juifs deux millions seulement vivaient en Palestine, les autres étant éparpillés sur tout le bassin méditerranéen) mais la complète en démontrant que les six millions vivant hors de Palestine étaient en majorité issus des conversions qu'entraîna le prosélytisme des « vrais » Juifs de la diaspora d'alors. Quand on remarque, de plus, que les

brassages de population allaient faire disparaître dix des douze tribus d'Hébreux parmi les peuples du Proche-Orient ; que, comme l'écrit A. Léon, « déjà au V<sup>e</sup> siècle avant J.-C., l'hébreu n'était plus une langue usuelle pour les Juifs », que des conversions massives au judaïsme eurent lieu au Moyen Age — notamment en Europe orientale et en Russie — on en viendra à cette conclusion (dont on ne peut, comme disait Marx, « faire abstraction qu'en imagination ») que la croyance en un « peuple » juif se perpétuant depuis 2000 ans « malgré l'histoire » et « rêvant au Retour » est un mythe pur et simple. Les conversions dans les deux sens ne se comptent plus. Comme l'écrit A. Léon, « Les Juifs constituent... un conglomerat racial très hétérogène. Ils ont absorbé, au cours de leur histoire, une multitude d'éléments ethniques non sémitiques. » Les Juifs ne s'arcboutaient pas à leur foi lorsque la persécution s'acharnait sur eux, et les non-Juifs n'hésitaient pas lorsqu'il le fallait à se convertir au judaïsme. Pourquoi ces persécutions ? Pourquoi ces conversions ? A. Léon nous le dit : parce que « les Juifs constituent dans l'Histoire avant tout un groupe social ayant une fonction économique déterminée. » Pendant le Moyen Age où le mode de production féodal impliquait essentiellement la production de valeurs d'usage (et non de valeurs d'échange), est Juif qui s'occupe de négoce. Ainsi, les Khazars, peuple mongol converti au judaïsme vers 740, étaient essentiellement des commerçants. Conséquence ? « Seules », écrit Léon, « les communautés juives à caractère nettement commercial, nombreuses en Italie, en Gaule, en Germanie, etc. s'avèrent capables de résister à toute tentative d'assimilation. (...) On peut donc dire que si les Juifs se sont conservés, ce n'est pas malgré, mais précisément à cause de leur dispersion. (...) Seuls (des peuples de l'Empire romain) les Juifs se sont conservés parce qu'ils continuèrent à porter dans le monde barbare, qui a succédé à Rome, les vestiges du développement commercial qui avait caractérisé le monde antique. »

## Les causes du racisme anti-juif

Mais, dira-t-on, si les Juifs de la diaspora antique étaient presque tous des marchands, il n'en existait pas moins des masses populaires juives en Palestine. En effet, elles existaient si bien qu'elles se convertirent massivement... au christianisme ! Car avant de de-

venir une religion au service des classes dominantes, le christianisme doit être considéré, ainsi que l'écrit A. Léon, « comme l'idéologie des masses juives pauvres » en lutte « contre la domination des riches classes commerciales. (...) Le caractère populaire, anti-ploutocratique du christianisme primitif est indiscutable. » Conclusion : « C'est donc bien la transformation de la nation juive en classe qui est à l'origine de la « conservation du judaïsme ». « C'est donc bien grâce à la diaspora, et non pas malgré la diaspora que les Juifs survécurent en tant que Juifs. »

Mais avec le déclin de l'économie naturelle (valeurs d'usage) et l'introduction de l'économie échangiste (valeurs d'échange, croissance des villes et de la campagne), les Juifs sont peu à peu évincés de leur position économique : les persécutions vont commencer. « La transformation de toutes les classes de la société en producteurs de valeurs d'échange, en possesseur d'argent, les dresse unanimement contre l'usure juive dont le caractère archaïque accentue l'apparence spoliatrice. » D'où l'expulsion progressive des Juifs de tous les pays occidentaux et leur installation en Europe orientale, où le caractère arriéré de la société permet aux Juifs de tenir la place qui leur avait été réservée dans la société féodale — place qui allait, elle aussi, rapidement être contestée par l'évolution même de la société d'Europe orientale... Et c'est, une fois de plus, la prolétarianisation, le ghetto, les persécutions... L'antisémitisme moderne dans tous ses prolongements psychologiques est directement issu de ces contradictions économiques séculaires.

Dans les limites étroites de cet article, nous n'avons pu, on s'en doute, que survoler très schématiquement l'ouvrage très dense et rigoureux d'Abraham Léon. C'est dire que tous ceux que la question préoccupe (et pour qui le marxisme n'est pas un mot qu'on accommode à toutes les sauces) doivent absolument s'y reporter. Ils y verront ce que peut être le matérialisme historique entre les mains d'un marxiste authentique : la plus tonifiante des entreprises de démystification. □

(1) « La question juive », col. 10-18.

(2) Ed. E.D.I., Paris.

(3) « Juifs et Arabes, 3.000 ans d'histoire », Grasset, 1968.

# Pour en finir avec les prix

Bernard Pingaud

Chaque année ou presque, à l'occasion d'un choix contestable ou d'une démission retentissante, la façon dont sont attribués les prix littéraires et l'existence même de l'institution sont remises en cause. Mais chaque année aussi, une fois la tempête calmée, on oublie le choix discuté, les jurys se reforment, et décembre ramène sa traditionnelle moisson. Tout se passe, en fait, comme si l'institution était assez forte pour « récupérer » les critiques dont elle est l'objet. L'attaque contre les prix fait désormais partie de la cérémonie.

Quelles leçons pouvons-nous tirer de la polémique à laquelle a donné lieu la récente crise du jury Renaudot ? (1). J'essaierai, pour être bref, de les résumer en quatre points, qui mériteraient chacun un développement particulier.

● Toute critique des prix doit viser l'institution elle-même et non pas les hommes. Il importe peu, en définitive, de savoir si les jurés sont honnêtes ou non, compétents ou non, car leurs remplaçants se trouveraient aux prises avec les mêmes problèmes. Là comme ailleurs, le système est plus fort que les individus. Si l'on veut changer le système (ou mieux : le supprimer), il faut examiner sur quelles bases il repose et comment il fonctionne.

● Il saute aux yeux que la justification essentielle des prix littéraires est d'ordre économique. Un tirage de 150 ou 200.000 exemplaires représen-

te plus de 20 millions de bénéfices pour l'auteur, et vraisemblablement 150 ou 200 pour l'éditeur. Si l'on songe que la très grande majorité des romans ne dépassent pas 5.000 exemplaires, on mesure l'importance de l'enjeu. Du jour au lendemain, un roman, choisi parmi beaucoup d'autres qui pourraient prétendre au même honneur, voit sa valeur marchande multipliée par 20 ou 30. Cette métamorphose peu conforme aux lois classiques de l'économie de marché est due uniquement au fait qu'il a été primé. Sous la fiction du « meilleur roman de l'année » se cache donc une réalité beaucoup plus prosaïque : c'est la récompense qui fait la valeur du livre, et non pas sa valeur qui justifie la récompense (2).

Il s'ensuit que l'argument avancé par les éditeurs et certains critiques, selon lequel, au bout du compte, quelques choix heureux compenseraient un grand nombre d'erreurs, est fallacieux. La qualité intrinsèque du roman n'intervient que secondairement dans le choix. Non moins douteuse paraît l'affirmation qui veut que les prix « fassent lire ». Car si les prix sont décernés en fin d'année, c'est d'abord pour servir de cadeaux. On les achète, on les range dans sa bibliothèque ; mais qui les lit vraiment ?

● Cette situation n'a pas toujours existé. La presse, la radio, la publicité ont bâti peu à peu, au cours des cinquante dernières années, une légende des prix et contribué ainsi à leur donner artificiellement (mais non pas gratuitement)

une importance qu'ils n'avaient pas au départ. Le prix Goncourt, dans l'esprit de ses fondateurs, devait aider à vivre un débutant peu fortuné, le temps qu'il écrive un autre livre. Il consacrait aujourd'hui des « gloires » acquises. Il devait couronner une œuvre rare, difficile. Il récompense, neuf fois sur dix, des romans « bien faits », suffisamment sages pour ne pas troubler la vaste clientèle qui les attend, suffisamment gros pour que l'éditeur et le libraire en aient pour leur argent. Le résultat le plus grave de cette évolution est que le « marché romanesque » tout entier tend à s'organiser en fonction de la loterie annuelle. Dans la vie littéraire, les prix ne constituent pas un compartiment étanche que l'on pourrait isoler du reste. Les auteurs y pensent quand ils écrivent, les critiques sont obligés d'en parler, les libraires comptent sur eux, et un vaste public croit qu'il lui suffira d'acquiescer les ouvrages primés pour accéder à la culture. Certes, aucun éditeur ne détermine sa politique en fonction des seuls prix. Mais tous comptent plus ou moins sur eux pour pouvoir publier « autre chose », sans songer qu'en jouant ce jeu, ils contribuent à rendre de plus en plus invendable l'autre chose, c'est-à-dire les livres qui ne seront jamais primés. Ainsi, de fil en aiguille, c'est toute la production qui finit par s'organiser autour de l'éventuel pactole. Dans l'organisme contaminé de ce qu'on hésite à appeler encore littérature, les prix sont un poison qui s'infiltré partout.

● Les prix ne sont pas pourtant une conséquence fatale du système. La preuve en est que dans d'autres pays, l'Allemagne par exemple, ils ne jouent quasiment aucun rôle. Il devrait donc être possible de les supprimer. S'il n'y avait plus de prix en France, on publierait moins de romans (ce qui serait un bien) et le public, au lieu de se jeter sur les trois ou quatre livres qu'on lui impose, apprendrait à choisir entre trente ou quarante romans qui les valent bien. La responsabilité des éditeurs, de la critique, des libraires s'en trouverait renforcée, et les vrais écrivains, ceux qui se tiennent, en général, à l'écart des prix, sortiraient peut-être du ghetto où le système actuel les enferme.

Mais, les choses étant ce qu'elles sont, on ne peut compter sur ceux qui tirent des prix un profit mondain ou matériel pour les détruire. Et comme c'est la société littéraire tout entière qui, finalement, en tire profit, je ne vois que deux solutions. Ou bien les prix seront attaqués du dehors par un autre type de production (Papillon ou Piaf) encore plus rentable ; mais je crains fort qu'alors cette concurrence ne leur donne une nouvelle jeunesse, en leur permettant de s'affirmer « littéraires » contre une pseudo-littérature qui ne le serait pas du tout. Ou bien ils seront attaqués du dedans par les écrivains eux-mêmes, agissant à la fois en tant que créateurs, que « lecteurs » dans les maisons d'édition (où ils sont légion) et que critiques. Mais cela suppose que les écrivains prennent d'abord

conscience collectivement du rôle idéologique qu'ils jouent dans l'ordre littéraire établi. L'idéologie des prix, à tous les niveaux où elle se manifeste, consiste à présenter l'institution comme un mal nécessaire, étant entendu qu'il n'est pas finalement si funeste qu'on ne le dit, et que de ce mal, avec un peu de bonne volonté ou de « flair », on pourrait même tirer un bien. Elle est liée à une idéologie plus générale, qui ne laisse à l'écrivain que deux fonctions possibles, également inoffensives, dans la société bourgeoise : celle du bouffon, dont l'activité excentrique constitue le luxe d'une civilisation avancée, celle du fournisseur, à qui la société accorde une position enviable en échange de la bonne conscience qu'il lui donne. Si le système est plus fort que nous, c'est parce que, dans les deux cas, nous acceptons d'être ses complices. Le premier pas hors du système n'est pas une réflexion abstraite, si « subversive » qu'elle soit, sur la théorie de la littérature ; c'est une mise en question du rôle que nous y jouons. □

(1) Cf. le Monde des 22 et 29 novembre 1969.

(2) Selon le Figaro littéraire (17-11-69), 17 % des Français âgés de plus de quinze ans ont acheté au moins une fois un prix littéraire. Cela représente « plus de cinq millions de personnes et plus de la moitié de la clientèle annuelle du livre ». Le même sondage nous apprend que 54 % des Français croient que les prix « récompensent généralement de très bons livres », mais que 37 % considèrent que les prix sont attribués « d'une manière souvent suspecte ».

## L'heure éblouissante de R.T.L.

Gilbert Hercet

Les sondages nous apprennent que l'audience de Radio-Luxembourg (R.T.L.) remonte depuis quelques mois. Cela n'étonnera que ceux de nos lecteurs qui n'ont pas la joie d'écouter les émissions de cette station entre 8 heures et 9 heures du matin. Qu'on en juge.

● 8 heures.

Du temps du général, une publicité représentait une photo de l'Élysée à 8 heures ; à l'une des fenêtres du palais présidentiel, la lumière était allumée. Légende : « Lui aussi écoute Jean Ferniot. » Depuis, le général est parti, mais Ferniot, lui, est resté. Ferniot a, dans le Tout-Paris journalistique, deux titres de célébrité. Le premier, c'est le montant de ses émoluments mensuels, devant lesquels se pâment les journalistes débutants ; bref, soyons pudiques, mais disons qu'avec R.T.L., France-Soir, les piges à la télévision et quel-

ques « extra » Jean Ferniot n'est pas le plus opprimé des journalistes salariés. Deuxième titre de gloire : sous le nom de « L'Oncle », il tient chaque semaine la rubrique gastronomique de *L'Express*, et a d'ailleurs fait paraître récemment un livre qui reprend ces articles fort nourris : *Paris dans mon assiette*, livre que je ne recommande ni à ceux qui ont l'estomac fragile, ni à ceux qui ont la bourse plate. Est-ce le résultat de ces deux caractéristiques ? Jean Ferniot aime la société de consommation. Aussi, si vous êtes révolutionnaire, gauchiste, critique devant le socialisme à la suédoise, ou tout simplement militant syndicaliste, attendez-vous à recevoir tous les matins votre volée de bois vert. Vous êtes, sachez-le, arriéré, retardataire, irresponsable. Ferniot est là pour vous convaincre que les contrats de progrès, ça c'est sérieux, en avance, responsable. J'ai dit tous les matins : en fait, à cette

heure-là (son commentaire passe à 6 h 30 et à 8 h), Ferniot dort, merci. Il a consciencieusement enregistré ses quelques minutes de propagande la veille au soir...

● 8 heures 15.

Critique télé, à nouveau par un homme de progrès : le plus souvent, Guillaume Hanoteau, directeur de quelque chose à *Télé 7 Jours*, ou Jean-Jacques Gautier du *Figaro*. Ces messieurs viennent gentiment encenser les productions les plus bourgeoises et les plus réactionnaires. Mais gare à Delphine Seyrig ou aux quelques vrais ou pseudo-révolutionnaires qui se seraient glissés dans les programmes de l'ORTF ! Ils seront gravement remis à leur place, sur le ton définitif et pincé qui convient.

● 8 heures 30.

Le spécialiste de la politique in-

ternationale, c'est Raymond Cartier, directeur de je ne sais quoi à *Paris Match*. Enfin, tout est simple. Il y a les méchants : la Chine, l'U.R.S.S., les communistes et les révolutionnaires de tous poils. Il y a les gentils : les États-Unis et l'Alliance Atlantique. Et puis, il y a la France qui, Dieu merci, depuis quelque temps, devient... plus gentille !

● 8 heures 45.

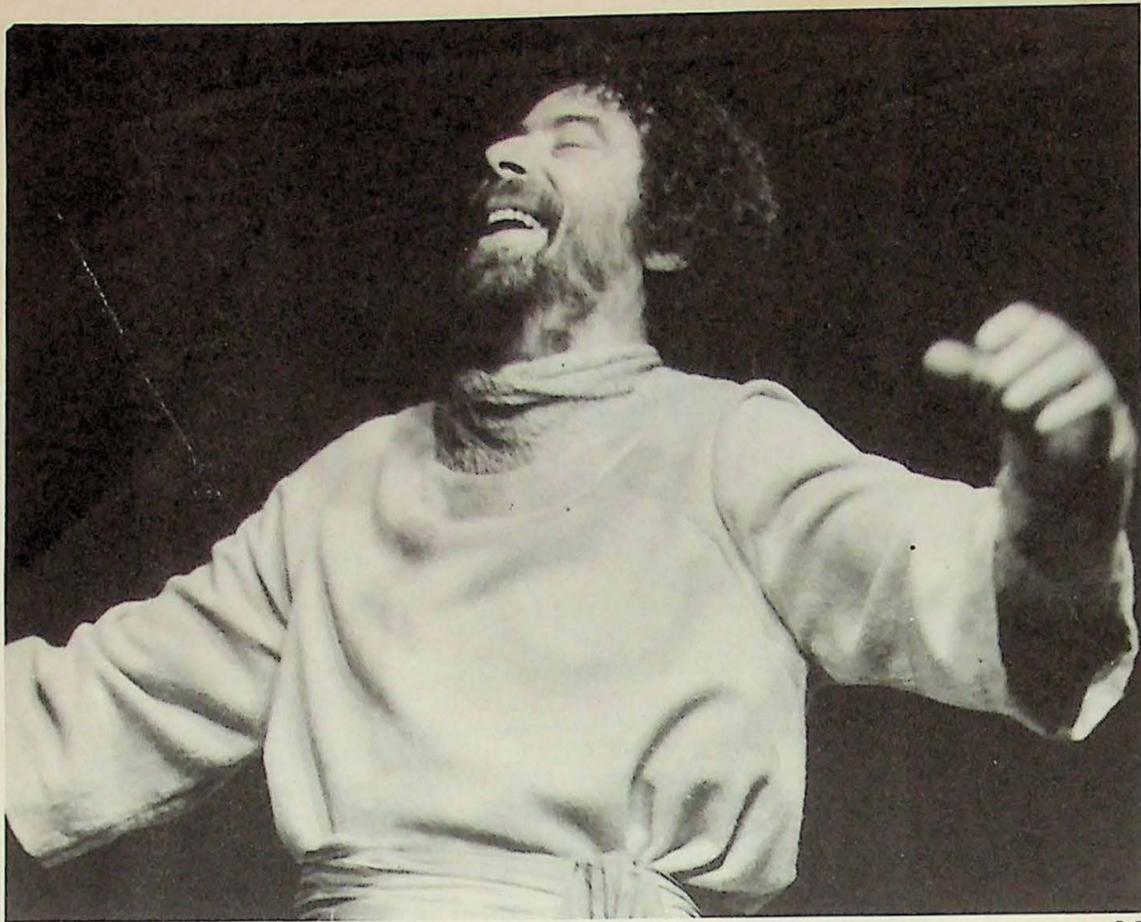
Considérations sur la vie mondaine par Edgar Schneider, qui dirige je ne sais quel service à *Paris-Press*. Quel délice d'être ainsi introduit dans les arcanes de la « dolce vita » parisienne !... Celle-ci n'est d'ailleurs pas sans problèmes : ce lundi M. Schneider nous a fait part du grand embarras du Tout-Paris : il paraît qu'il y a, le même soir, un gala présidé par Mme Pompidou, un autre gala présidé par Mme Giscard

d'Estaing et la première de Mi-reille Mathieu à l'Olympia ! Où aller ? A juste titre, sans doute, M. Schneider juge le drame « cornélien ».

● 8 heures 55.

L'horoscope. — C'est, logiquement, la conclusion de cette éblouissante heure d'actualité RTL. Enfin, nous savons quelles sont les grandes forces qui guident le monde : le capricorne, le sagittaire, la balance...

Voilà. A 9 heures, on reprend les émissions « normales » d'informations, qui valent... ce que valent les informations sur RTL. Entre tout cela, les inévitables messages publicitaires. On comprend que les auditeurs soient heureux et en redemandant. Mais attention : être patient, c'est facile, le rester, ça va devenir de plus en plus difficile... □



D.R.

## La lutte contre les moulins à vent

Dominique Nores

Pendant que d'autres directeurs de Maisons de la Culture — Gabriel Monnet, René Jeaneau — se sont laissés ballotter par le ministère des Affaires culturelles d'une ville à municipalité conservatrice qui ne voulait plus de leurs services à une autre ville à municipalité conservatrice, où nul ne sait s'ils se maintiendront, Jo Tréhard est resté à Caen.

Ancien directeur de la Maison de la culture, directeur d'un Centre dramatique en disponibilité puisque les notables de Caen, se ruant sur des lieux qui lui avaient été confiés, ne lui laissent aucune possibilité de jouer, Jo Tréhard n'a pas eu de cesse qu'il ne retrouve des locaux où poursuivre un effort qui lui avait valu la confiance de la population vivante de la ville.

Aujourd'hui, il reprend une activité régulière. Il la reprend en petit, avec de pauvres ressources, mais sans que sa ligne d'action ait été brisée ou déviée par les événements. C'est pourquoi il faut y faire très attention, et considérer aujourd'hui l'effort de Jo Tréhard comme un effort exemplaire.

### Le conflit avec les notables

Exemplaire était déjà le conflit qui opposait Jo Tréhard à la municipalité de Caen.

Ravagée de fond en comble par la guerre, Caen, au milieu

de ce siècle, n'avait plus de théâtre. L'initiative du ministre Malraux de construire dans la ville une Maison de la Culture, dont il paierait les frais par moitié, a été très bien accueillie par les notables — mais moins bien la décision du ministère d'imposer un animateur de son choix. Un malentendu, que personne n'a tenté de lever à temps, détruisait par avance toute possibilité d'accord : la bourgeoisie caennaise, avide de rattraper le temps des stagnations forcées, a attendu de l'Etat qu'il lui donne le temple où elle célébrerait ses fêtes, alors que l'Etat ne payait que pour célébrer en tous lieux, par professionnels du théâtre délégués, ses fêtes à lui.

Les Maisons de la Culture, on l'a beaucoup dit depuis Mai 68, ne transmettaient qu'une idéologie de classe. Pourquoi, alors, la classe dominante s'est-elle méfiée ? Pourquoi des spectacles comme *Le Mariage de Figaro*, qui ont réuni l'unanimité des louanges sur le travail de Jo Tréhard, n'ont-ils pas forcé les notables dans leur refus de venir voir ? Créée par la Comédie de Caen, la pièce de Jean Bouchaud, *Les Caisses qu'est-ce ?*, qui fit ensuite les beaux soirs du très bourgeois théâtre La Bruyère, prouve qu'il n'y avait pas de divorce entre les programmes de Tréhard et le goût même de

ceux qui ne venaient au théâtre que pour se distraire.

Il faudrait donc admettre que la situation n'est pas si simple ; que l'idéologie bourgeoise n'a jamais formé un tout si cohérent que certains de ses éléments, suivant la façon dont on les met en œuvre, ne puissent se retourner contre l'ordre qu'elle défend.

### Repartir quand même

Actuellement, le conflit de Jo Tréhard avec cet ordre bourgeois, incarné dans les notables, est toujours dans sa phase aiguë. Le renforce encore le sentiment d'un « gâchis » inacceptable. Depuis que la Maison de la Culture est devenue un bâtiment municipal, elle n'a plus rien à proposer à ceux qui commençaient à avoir un contact suivi avec l'art actuel. Depuis moins de trois mois — depuis l'ouverture de la petite salle de la rue des Cordes — 13.000 spectateurs ont apporté à Jo Tréhard des raisons de s'obstiner et de s'obstiner dans son sens.

Ouvrant une salle d'exposition, il y montre des lithographies signées par les plus grands peintres d'aujourd'hui, mais reproduites en assez grand nombre pour être abordables aux bourses moyennes. On voit le cheval de bataille : ce qui est visé ici, sans parole, par l'affirmation simple de la

beauté de l'œuvre, fût-ce au travers d'une de ses copies, c'est cette puissance qu'a eue la bourgeoisie de mettre la main sur le pouvoir créateur du peintre en gardant son œuvre unique.

Parallèlement, Jo Tréhard propose au public *Le Chariot de terre cuite*, que Claude Roy a tiré du répertoire de l'Inde du IV<sup>e</sup> ou V<sup>e</sup> siècle. La pièce montre l'exercice d'une pureté, d'une authenticité communicative dans l'homme. Cheruda est devenu un pauvre par incapacité de se fermer aux autres. Ce qu'il possède est le bien de tous. Ainsi devient-il le noyau de toute révolution, celle des consciences individuelles et celle qui naît des bas quartiers de la ville. Jacques Grippel (la photo) interprète un personnage qui voudrait croire que la bonté simple et l'amitié peuvent l'emporter contre un pouvoir tyrannique.

Cette amitié marque la représentation. Elle est liée à un accord immédiat entre les êtres — accord que l'on retrouve entre les bois, les étoffes qui composent le dispositif scénique et les très beaux costumes de William Underdown — je dirais presque entre les murs de la salle qui est petite, ramassée, agréable à occuper.

### D'un moulin à l'autre

C'est en ayant en regard l'effort qui a été fait pour que

ce lieu de l'amitié existe — et existe dans une relative indépendance — qu'il faut prêter attention aux récentes déclarations de M. Michelet. Je ne parle pas de celles qui font par avance une vertu à toutes les troupes de décentralisation de la pauvreté où on dit vouloir les plonger. Nous n'en sommes encore qu'aux menaces, et fort imprécises. Et peut-être envisage-t-on moins de les mettre en application que de les laisser peser, c'est-à-dire de continuer cette mise en condition par l'intimidation, amorcée l'été 68 (cf. « T.S. » n° 432).

Je parle de ce qui, dans l'allocation du ministre, a le moins été remarqué : son conseil-commandement à tous ceux qui travaillent en province de « s'entendre » avec les collectivités locales.

Non seulement la révolution de palais qui a consisté pour les édiles municipaux à se débarrasser des animateurs délégués par le gouvernement est légitimée : ils n'avaient qu'à plaire ! Mais est légitimé aussi le droit des collectivités locales de choisir celui qui fera leur politique culturelle. Si les villes sont embarrassées, les groupes industriels comme Schneider, qui ont une longueur d'avance, les aideront à mettre en Maisons tous les types de culture nés libres mais dont ils ont fait des auxiliaires de leur domination. □

## La valse des chiens

Laurent Terzieff monte une curieuse pièce dont les longueurs n'épargnent pas, sur le moment, le spectateur, mais qui est attachante dans le souvenir.

La pièce — *La valse des chiens* — de Léonide Andreiev, nous intéresse par sa date : 1916. La révolution en marche peut-elle s'écouter dans le chant des peintres en bâtiment qui sert de fond sonore à la pièce ? Autour d'Andreiev qui, trois ans plus tard, se sauvera de Russie et ira mourir en Finlande, le vieux monde croule. Lui n'a de regard — un regard qui glace le cœur — que pour sa propre classe sociale, une bourgeoisie qui crève de n'avoir aucun but qui ne soit sordide.

Le ressort du drame n'est même pas l'argent mais le rêve de compensation qu'il alimente. Deux frères — l'un sort de l'Université et vit aux crochets d'une femme ; l'autre, un mathématicien, travaille dans une banque ; une femme l'a abandonné — attendent de la richesse qu'elle les débarrasse

d'un sentiment latent d'infériorité, même s'ils doivent tuer ou détourner des fonds pour s'en rendre maîtres.

Aucun des deux n'ira naturellement au bout de son acte. La pièce évoque Tchekhov et sa peinture d'une classe sociale balayée bien avant 1917 par son incapacité à mener aucune action suivie dans le monde comme il est. Mais elle l'évoque par défaut. Rien ici qui ressemble au savoir-mourir des civilisations finissantes. Aux harmonies de Tchekhov — celles des sonailles d'attelage devant les porches ou du piano d'*Oncle Vania* — répond ici la Valse des chiens, ce petit air de nursery, très sec et ironique, sur lequel une classe sociale, qui n'aime rien, ne crée rien, vient sautiller en mesure.

La pièce a malheureusement des défauts dramatiques certains. Elle est néanmoins défendue pied par pied, en particulier par trois remarquables comédiens : Laurent Terzieff, Marc Eyraud et Denis Manuel.

D. N.

# La révolution selon Chaban-Delmas

Jacques Malterre

« Pendant deux ans, ou plus exactement, pendant vingt et un mois, vous pouvez considérer qu'il n'y aura plus de grève à E.D.F. ». Voilà la bonne nouvelle apportée par M. Chaban-Delmas à plusieurs centaines de patrons ravis. Pour le Premier ministre, l'accord proposé aux travailleurs électriciens et gaziers est la première pierre de la nouvelle société. Une société dans laquelle « les équipements publics doivent être choisis en fonction de leur utilité pour faciliter l'action des entreprises » et où « il faudra modifier les transferts sociaux dont l'efficacité n'est plus en rapport avec le poids », une société où bien sûr, les salariés s'intégreront contractuellement dans le fonctionnement d'ensemble des institutions capitalistes.

## Une seule stratégie

Le contrat discuté la semaine dernière est considéré par le pouvoir à la fois comme le symbole de ce qu'il veut faire et comme une grande victoire politique. Et il est au moins vrai que c'est un événement politique. La grande presse ne s'y est pas trompée. C'est M. Viansson-Ponté, responsable au « Monde » de la politique intérieure, qui a commenté l'événement en le rattachant à l'évolution générale de l'expérience tentée par M. Chaban-Delmas. Toute variation sur le front des conflits sociaux est aujourd'hui ressentie comme variation dans les rapports de forces entre les groupes sociaux, mais aussi dans la solidité du pouvoir d'Etat. Ainsi se confirme ce que le P.S.U. a souvent expliqué : les affrontements actuels entre salariés et patrons débouchent immédiatement sur la mise en cause du pouvoir central parce que stratégies patronales et stratégie gouvernementale, s'interpénètrent au point de ne former qu'une seule stratégie autour des mêmes objectifs.

Ce qui s'est passé à E.D.F.-G.D.F. montre bien une fois encore que l'action syndicale a constamment des incidences politiques.

Il n'y a pas de choix opéré par les syndicats, qu'ils aillent dans le sens d'un accord ou dans celui d'une rupture ou même d'un compromis, qu'ils n'aient leur impact sur les rapports de forces et par conséquent sur les perspectives proprement politiques.

Dans ces conditions, certains de nos camarades syndicalistes peuvent bien prier les partis socialistes de ne pas engager leurs militants à s'organiser dans les entreprises et se contenter de préparer du mieux possible les prochaines élections ; comment ne voient-ils pas qu'au moment du vote tout est déjà joué et que ce sont eux, syndicalistes, qui portent la plus grande responsabilité dans la préparation du climat où va se régler le sort des élections.

Cette constatation que beaucoup de syndicalistes ont déjà faite ne nous conduit absolument pas à revendiquer pour les partis politiques le droit d'intervenir dans le déroulement d'une négociation, mais elle nous amène à affirmer que les militants qui sont à la fois politiques et syndiqués doivent pouvoir défendre au sein des syndicats et dans le respect des règles démocratiques que se sont données les syndicats, des orientations qui auront inévitablement leurs conséquences quant au choix tactique.

Cette constatation ne nous conduit pas non plus à une vision simpliste des rapports entre luttes sociales et évolution politique. Ce n'est pas parce que les organisations syndicales signent des accords dont le gouvernement peut ensuite se targuer, que son autorité en sera réellement renforcée et sa survie facilitée. A l'inverse, la recherche en toutes circonstances de la rupture des négociations n'amène pas forcément les salariés à se retourner vers l'opposition politique pour lui donner leur confiance. D'ailleurs, l'absence de succès conduit à la longue à un affaiblissement des organisations de masse, à un découragement des masses elles-mêmes et par là même, à un recul de l'ensemble du mouvement ouvrier.

## Emprunt ou rencontre ?

L'important est que les organisations de masse gardent à tout moment un pouvoir d'initiative quant au contenu des revendications qui font l'objet des discussions avec le patronat ou le gouvernement et que ce contenu soit vraiment l'expression des besoins réels des travailleurs en lutte. Ceci est vrai aussi pour les propositions des organisations politiques. Depuis des années, les formations socialistes ont trop donné l'impression que leurs programmes étaient élaborés par des états-majors nationaux en fonction des possibilités de rapprochement avec d'autres formations beaucoup plus qu'en fonction des problèmes concrets des salariés et des autres groupes sociaux menacés par l'évolution capitaliste. Pour sa part, le P.S.U. s'est efforcé depuis plusieurs années de trouver une plus étroite interaction entre les thèmes qui apparaissent à travers les luttes et ses propres mots d'ordre stratégiques.

Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T., a expliqué récemment « qu'il y a un emprunt beaucoup plus large du P.S.U. à la C.F.D.T. que de la C.F.D.T. envers le P.S.U. en ce qui concerne les idées. » Je ne sais pas si l'on peut tirer un tel bilan et de toutes façons nos camarades de la C.G.T. se reconnaissent aussi bien dans les thèmes du P.S.U., mais ce que je crois, c'est que beaucoup de C.F.D.T. et de P.S.U. attentifs aux réactions des travailleurs, ont retenu de la même manière les grands thèmes révélés en Mai 1968 au sein du mouvement ouvrier dont syndicats et partis socialistes ne sont après tout que deux branches.

## Un plat de lentilles ?

Le poids politique des événements qui se déroulent actuellement à E.D.F. oblige donc à porter jugement sur le projet de contrat de progrès. Deux aspects sont particulièrement frappant dans ce texte :

● le caractère aléatoire du contrat : d'un côté, il y a promesse non pas d'une rémunération cer-

taine, mais d'un mode de fixation de cette rémunération. Les procédures Touté ont laissé un si mauvais souvenir que les syndicats étaient très désireux de changer le système, mais les directions des entreprises nationales étaient encore beaucoup plus désireuses de sortir de l'incertitude et de régler leurs rapports avec le pouvoir central. Par conséquent, les organisations syndicales peuvent parfaitement s'en tenir à la constatation d'une procédure et réserver leur liberté d'action quant à son application ;

● le caractère aléatoire du progrès : c'est en effet le côté le plus frappant du projet, celui qui est le plus révélateur des intentions du pouvoir. La formule adoptée lie la variation de la masse des salaires versés annuellement à la variation de la production nationale (P.I.B.). Cette indexation est un leurre et ceci pour deux raisons : tout d'abord, comme M. Rocard l'a rappelé devant l'Assemblée Nationale à l'occasion du vote du budget, le gouvernement se dessaisit à l'heure actuelle de tous moyens d'assurer une croissance régulière de l'économie nationale. D'ores et déjà, il a laissé ou il a remis aux groupes industriels et financiers les clés essentielles de notre développement. Il se contente de donner des coups de barre périodiques qui vont toujours dans le même sens : celui de l'austérité. Il n'est donc plus l'interlocuteur sérieux pour « un contrat de progrès ».

D'autre part, suivant la conjoncture, la P.I.B. peut varier du simple au double. En conséquence, la masse salariale d'E.D.F. peut désormais subir des fluctuations qui n'auront aucun rapport avec la réalité du travail fourni ni avec l'évolution des prix. L'accord aura donc pour premier effet de détruire la régularité du pouvoir d'achat des travailleurs, de la soumettre à des événements sur lesquels E.D.F. n'a aucune prise et d'accentuer encore les risques de fluctuation cyclique (alternance du chômage et de l'inflation) auxquels le régime capitaliste soumet de plus en plus notre pays. □